

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 286

[2008/200285]

**20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures en matière de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 30, § 3, et 34, modifié par le décret du 4 octobre 2007, les articles 36bis à 40 insérés ou remplacés par le décret du 4 octobre 2007, l'article 43, § 2, alinéa 2, 19°, et l'article 43, § 2, alinéa 2, 20°, inséré par le décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 7 et 25, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 relatif à la licence de fourniture d'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, notamment les articles 4, 7, 11 et 24, relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007;

Vu l'avis CD-7j16-CWaPE-175 de la CWaPE du 18 octobre 2007;

Vu l'avis n° 53/2007 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2007;

Vu l'avis 43.818/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2007 conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement les Directives 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité, Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE, et 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE.

**Art. 2.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ».

**Art. 3.** A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les 2°, 3°, 5°, 6° et 7° sont supprimés;

2° dans le 4°, le mot "produire" est remplacé par les mots "présenter à la CWaPE";

3° dans le 8°, les mots "conformément à la Directive 2003/54/CE" sont supprimés;

4° au 9°, la première phrase est complétée comme suit : ", au sens de l'article 15<sup>ter</sup>" et la phrase "Le Ministre définit, après avis de la CWaPE les termes "modification significative" est supprimée;

5° il est inséré un 11° rédigé comme suit :

« 11° "Ministre" : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions. »

**Art. 4.** A l'article 3, 2°, du même arrêté les mots "de la norme NBN EN-45004" sont remplacés par les mots "de la norme NBN EN ISO/IEC 17020".

**Art. 5.** Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6bis. L'autoproduit qui dispose ou est sur le point de disposer d'une installation de production d'électricité verte d'une puissance égale ou inférieure à 10 kW et qui souhaite bénéficier de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées sur le réseau de distribution et les quantités injectées sur le réseau de distribution en informe, par écrit, son fournisseur d'électricité ainsi que son gestionnaire de réseau de distribution.

La compensation ne peut être octroyée que pour les installations de production d'électricité verte certifiées et enregistrées comme installation de production d'électricité verte auprès de la CWaPE.

La CWaPE, après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution, publie sur son site, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la procédure applicable aux producteurs d'électricité disposant d'une installation de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kWc souhaitant se raccorder au réseau et bénéficier du système des certificats verts ainsi que de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau de distribution.

Le Ministre peut, le cas échéant, transcrire cette procédure simplifiée dans un arrêté ministériel.

L'installation de production visée à l'article 15<sup>quater</sup> doit être dotée d'une protection de découplage. »

**Art. 6.** L'article 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 9. En conformité avec les normes en vigueur et après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les procédures et le Code de comptage applicables en matière de mesures de quantité d'énergie, et peut fixer des modalités et procédures standardisées d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Le Code de comptage comprend les critères techniques définissant la cogénération à haut rendement sur base de la Directive 2004/8/CE.

L'ensemble de ces procédures, code de comptage, modalités et procédures standardisées, s'intitule "Code de comptage et de calcul des certificats verts et labels de garantie d'origine". »

**Art. 7.** Dans l'intitulé de la section 1<sup>re</sup> du chapitre IV du même arrêté, les mots "Conditions et" sont supprimés.

**Art. 8.** A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots "diminuée, le cas échéant, de la même quantité d'électricité autoconsommée" sont supprimés;

2° au 2°, le mot "nette" est inséré entre les mots "électricité verte" et "produite";

3° le même 2° est complété comme suit : ", sans préjudice des modalités de calcul énoncées dans le présent arrêté".

**Art. 9.** L'article 14 du même arrêté est abrogé.

**Art. 10.** Les articles 15 à 17 du même arrêté sont regroupés dans une section 1<sup>re bis</sup> du Chapitre IV, dont l'intitulé est le suivant :

« Section 1<sup>re bis</sup>. — Conditions d'octroi et validité des certificats verts. »

**Art. 11.** A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) au premier alinéa du § 1<sup>er</sup>, le mot "dix" est remplacé par le mot "quinze";

b) dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa suivant est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa :

« Dix ans après l'obtention du premier certificat vert, le nombre de certificats verts octroyés pour la période restant à courir est réduit par application d'un facteur "k" déterminé par le Ministre sur proposition de la CWaPE, pour chaque filière de production d'électricité verte considérée. Ce facteur "k" est calculé en fonction des critères suivants :

1° le surcoût d'exploitation de la filière de production d'électricité verte considérée, eu égard aux moyens traditionnels de production d'énergie;

2° les perspectives de réduction de coût associées au développement de la filière considérée;

3° le taux de rentabilité de référence, dont les modalités de calcul sont déterminées par le Ministre sur proposition de la CWaPE.

Pour une installation donnée, le facteur "k" applicable est celui en vigueur au moment de l'obtention du certificat de garantie d'origine.

Le facteur "k" est publié au *Moniteur belge* dans les trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il est adapté tous les trois ans et pour la première fois le 1<sup>er</sup> janvier 2011;

c) le dernier alinéa du paragraphe premier est abrogé;

d) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les certificats verts sont octroyés tant pour l'électricité verte consommée par le producteur que pour l'électricité verte injectée sur le réseau ou transmise au moyen de lignes directes. »

e) au § 3, les mots "et les labels de garantie d'origine" et "et des labels de garantie d'origine" sont supprimés.

**Art. 12.** Un article 15<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15<sup>bis</sup>. Pour les installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de cogénération de qualité mises en service avant la publication du décret au *Moniteur belge*, le nombre de certificats verts attribués à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 est diminué en application d'un coefficient "q", pour chaque filière de production d'électricité verte considérée.

Le coefficient "q" est calculé en fonction des critères suivants :

1° la durée de vie technique de la filière de production;

2° les coûts de production de la filière;

3° l'ensemble des revenus générés et des subsides;

4° un taux d'actualisation de référence;

5° le prix de marché de l'électricité.

En tout état de cause, pendant dix ans à compter de l'obtention du premier certificat vert, l'application du coefficient "q" aux installations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut entraîner une diminution des certificats verts attribués par MWh de plus de 50 % par rapport au nombre de certificats verts qui auraient été attribués à ces installations sans l'application du coefficient "q".

Le coefficient "q" est déterminé en annexe du présent arrêté, après avis de la CWaPE.

Dix ans après l'obtention du premier certificat vert, les installations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> se voient appliquer le facteur "k" visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, si l'application de celui-ci entraîne l'octroi d'un nombre plus réduit de certificats verts qu'en application du coefficient "q".

**Art. 13.** Un article 15<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15<sup>ter</sup>. Les installations de production d'électricité verte ayant fait l'objet d'une modification significative peuvent se voir attribuer des certificats verts pour une nouvelle période de quinze ans.

Par modification significative, on entend l'une des modifications suivantes :

1° une modification entraînant une amélioration du taux d'économie de CO<sub>2</sub> d'au moins 20 %;

2° le remplacement complet du groupe électrogène arrivé en fin de vie technique dont la durée est calculée et publiée par la CWaPE. On entend par "groupe électrogène" l'ensemble constitué, d'une part, du moteur ou de la turbine et, d'autre part, de la génératrice d'électricité, organes de régulation et de commande inclus. Sont exclus, notamment, de cette notion, les éléments tels que les chaudières, les gazogènes et les digesteurs;

3° une modification entraînant un investissement dans l'installation pour un montant au moins équivalent à 50 % de l'investissement initial.

Préalablement à la modification de l'installation, le producteur soumet son projet à la CWaPE, qui vérifie si celui-ci implique bien une modification significative au sens de l'alinéa 2. La CWaPE se prononce dans un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande.

Le calcul des certificats verts attribués à l'installation modifiée se fait conformément aux dispositions de l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

L'octroi des certificats vert ne peut intervenir qu'après l'obtention d'un nouveau certificat de garantie d'origine, et la constatation, à cette occasion, que le projet présenté à la CWaPE a été conformément exécuté. »

**Art. 14.** Un article 15<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15<sup>quater</sup>. L'attribution des certificats verts aux installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques se fait selon les modalités suivantes :

1° pour la production d'électricité résultant des cinq premiers kWc installés, sept certificats verts sont attribués par MWh;

2° pour la production d'électricité résultant des cinq kWc installés suivants, cinq certificats verts sont attribués par MWh;

3° pour la production d'électricité résultant des deux cent quarante kWc installés suivants, quatre certificats verts sont attribués par MWh si les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

— 50 % au moins de l'électricité photovoltaïque produite est auto-consommée par le producteur sur le lieu de l'installation de production;

— un audit des bâtiments ou des installations susceptibles d'être alimentés en électricité par les panneaux solaires photovoltaïques a été réalisé par un bureau agréé au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé, démontrant qu'une unité de cogénération n'est pas réalisable sur le plan technique ou ne permet pas de garantir un temps de retour de l'investissement inférieur à cinq ans établi sur base d'une méthodologie établie et publiée par la CWaPE.

— l'installation de production d'électricité photovoltaïque n'a pas bénéficié d'aide à l'investissement couvrant plus de 40 % du coût de l'investissement. La CWaPE est chargée de vérifier lors de chaque octroi de certificats verts le respect de cette condition.

Si les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° ne sont pas cumulativement remplies, pour la production d'électricité résultant des deux cent quarante kWc installés suivant ceux installés et visés aux points 1° et 2°, un certificat vert est attribué par MWh.

4° pour la production d'électricité résultant de la puissance installée au-delà [de deux cent cinquante kWc], un certificat vert est attribué par MWh.

Tous les deux ans, et chaque fois qu'elle le juge utile, la CWaPE établit à l'attention du Gouvernement un rapport relatif au taux de pénétration de cette filière de production d'électricité verte, des éventuelles avancées technologiques en rapport avec la filière et de la décroissance des coûts d'investissement. Le cas échéant, et sur la base de ce rapport, le Ministre propose au Gouvernement de diminuer le nombre de certificats verts à octroyer aux installations dont la mise en service n'est pas encore intervenue. L'arrêté du Gouvernement décidant de diminuer le nombre de certificats verts octroyés ne peut entrer en vigueur moins de trois mois après sa publication au *Moniteur belge*. »

**Art. 15.** Un article 15<sup>quinquies</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 38, § 3, du décret, le producteur vert candidat au bénéfice d'un taux d'économie de CO<sub>2</sub> plafonné à 2 pour la somme des puissances développées sur le même site de production dans une limite inférieure à 20MW, introduit, par écrit, auprès du Gouvernement wallon un dossier en deux exemplaires et joint à sa demande :

— les documents décrivant le processus de génération de l'électricité verte, et particulièrement ceux pouvant attester du caractère innovant du processus et de son inscription dans une perspective de développement durable;

— une copie de tous les documents attestant les spécifications complètes, les quantités prévues, et la provenance de tous les combustibles destinés à alimenter le site de production;

— une déclaration sur l'honneur attestant que les informations communiquées sont complètes et certifiées sincères et véritables.

§ 2. Dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande, le Gouvernement transmet le dossier à l'Administration.

L'Administration prend contact avec le demandeur dans les dix jours ouvrables de la transmission du dossier par le Gouvernement.

Lorsque le dossier est complet, l'Administration sollicite l'avis de la CWaPE sur le caractère innovant du processus utilisé, laquelle dispose de soixante jours ouvrables suivant la réception du dossier complet de la demande pour rendre son avis.

Si le dossier est incomplet, l'Administration invite le demandeur à transmettre les documents requis.

Le Gouvernement prend sa décision dans les trente jours ouvrables de la réception de l'avis de la CWaPE visé à l'alinéa 3. »

**Art. 16.** L'article 16, § 2, du même arrêté est abrogé et les mots "§ 1<sup>er</sup>" sont supprimés.

**Art. 17.** Il est inséré dans le chapitre IV du même arrêté une section 1<sup>re</sup>ter comprenant l'article 17<sup>bis</sup> rédigée comme suit :

« Section 1<sup>re</sup>ter. — Conditions d'octroi et validité des labels de garantie d'origine

**Art. 17<sup>bis</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des conditions d'acceptation des labels de garantie d'origine dans le cadre de la détermination des sources primaires prévues pour les bilans récapitulatifs des fournisseurs conformément à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, les labels de garantie d'origine ont une durée de validité commençant à la date de la fin de la période de production concernée, et s'achevant à la fin de la première année civile qui suit.

§ 2. Les labels de garantie d'origine sont octroyés pour l'électricité nette produite vendue par le producteur ainsi que pour l'électricité autoconsommée ou injectée sur le réseau et qui ne fait pas l'objet d'une vente.

Les mesures de quantités d'énergie nécessaires au calcul des labels de garantie d'origine se font en conformité avec le code de comptage prévu à l'article 9.

§ 3. Lorsque l'électricité produite par un site de production d'électricité SER et/ou COGEN est autoconsommée, le nombre de labels de garanties d'origine octroyés est notifié par la CWaPE au producteur, et les labels de garantie d'origine octroyés pour la quantité d'électricité autoconsommée sont directement rédimés dans la base de données au bénéfice de la consommation sur le site de production. »

**Art. 18.** L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. La CWaPE ne peut déléguer la gestion de la banque de données qu'à un organisme indépendant des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et gestionnaires de réseaux. »

**Art. 19.** A l'article 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, le mot "transmettre" est remplacé par le mot "restituer";

2° au § 2, 1°, les mots "sans préjudice du 3°" sont insérés en début de phrase;

3° un 3°, rédigé comme suit, est ajouté au même § 2 :

"3° pour le détenteur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture, sur la base de l'électricité consommée ayant transité sur le réseau de transport, le réseau de transport local ou un réseau de distribution."

4° au § 3, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Dans le courant de l'année 2009, la CWaPE analyse la situation du marché des certificats verts, notamment quant à l'équilibre du marché et l'impact du mécanisme sur le prix de l'électricité, et évalue la nécessité, d'augmenter à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les quotas définis ci-avant. Cette évaluation est transmise au Ministre au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Gouvernement fixe les nouveaux quotas applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, en tenant compte notamment du développement du marché des certificats verts en Région wallonne et des objectifs fixés par l'Union européenne. »;

5° au § 5 :

— l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs alimentent un client final ayant signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficacité énergétique à court, moyen et long terme, ceux-ci peuvent bénéficier d'une réduction du nombre de certificats verts à remettre conformément aux dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 3 à la CWaPE, »;

— l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour chaque client final, dont la consommation trimestrielle dépasse le seuil de 1,25 GWh la réduction du nombre de certificats verts correspond à une diminution du quota selon les formules suivantes :

1° pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité comprise entre 0 et 5 GWh inclus, application du quota de l'année précédant l'année en cours augmenté de la moitié de la croissance du quota annuel visé au § 3;

2° pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité comprise entre 5 et 25 GWh inclus, application de 50 % du quota annuel visé au § 3;

3° pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité supérieure à 25 GWh, application d'un quota annuel de 2 % .

Un client final bénéficiant de la réduction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui passe sous le seuil d'éligibilité visé à l'alinéa 3, uniquement suite à l'amélioration de son efficacité énergétique conserve le bénéfice de la réduction de certificats verts dont il bénéficiait avant cette amélioration. »

**Art. 20.** L'article 26 du même arrêté est abrogé.

**Art. 21.** L'article 27 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 27. § 1<sup>er</sup> Les labels de garantie d'origine sont restitués mensuellement à la CWaPE et au plus tard le 31 mars de chaque année, pour permettre la vérification par la CWaPE du caractère renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement de l'électricité fournie à des clients finals en Région wallonne ainsi que pour satisfaire aux obligations visées à l'article 43, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité. »

§ 2. La CWaPE vérifie le caractère renouvelable et/ou de cogénération de l'électricité vendue à des clients finals en Région wallonne et approuve le fuel mix présenté par le fournisseur sur la base de la méthode définie par le Ministre, conformément à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Pour chaque produit qu'ils commercialisent en Région wallonne, les fournisseurs d'électricité déclarent à la CWaPE, selon les modalités qu'elle détermine, les quotes-parts d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération.

§ 4. Les fournisseurs d'électricité transmettent chaque mois à chaque gestionnaire de réseau, la liste de leurs clients finals qui sont raccordés à leur réseau et auxquels ils fournissent de l'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération, en indiquant, par client final, la part de pareille électricité par rapport à la quantité totale d'électricité qu'ils lui fournissent.

La transmission des données par les fournisseurs aux gestionnaires de réseau s'effectue conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations.

§ 5. Les gestionnaires de réseau communiquent mensuellement à la CWaPE et au fournisseur concerné les données de consommation des clients finals réparties selon la quote-part d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération dans la fourniture totale d'électricité à ces clients finals.

La transmission des données par les fournisseurs aux gestionnaires de réseau s'effectue conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations.

§ 6. Sur la base des données visées au paragraphe précédent, la CWaPE vérifie mensuellement, si les fournisseurs ont restitué un nombre suffisant de labels de garantie d'origine, afin de garantir le caractère renouvelable et/ou de cogénération de l'électricité fournie à leurs clients finals.

La CWaPE publie sur son site internet les résultats de ces vérifications.

§ 7. La CWaPE établit un rapport annuel d'évaluation du fuel mix de chaque fournisseur au niveau de l'ensemble de ses fournitures d'électricité et au niveau de chaque produit commercialisé par le fournisseur. »

**Art. 22.** A l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot "administratives" est inséré entre le mot "amendes" et le mot "imposées".

**Art. 23.** L'article 30 du même arrêté est complété comme suit : « Préalablement à l'application de l'amende administrative, la CWaPE établit une proposition de décision indiquant tous les éléments de calcul de son montant et la notifie au fournisseur ou gestionnaire de réseau de distribution concerné par courrier recommandé ou toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Celui-ci dispose de quinze jours ouvrables, à dater de la réception de la notification, pour faire valoir ses observations, qu'il adresse, le cas échéant, par courrier recommandé ou toute modalité conférant date certaine à l'envoi. »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002  
relatif à la licence de fourniture d'électricité*

**Art. 25.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 4<sup>o</sup> "licence limitée" : terme générique désignant une licence limitée à une puissance plafonnée, une licence limitée à des clients déterminés et une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture; »;

2<sup>o</sup> il est inséré un 7<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> "licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture" : la licence dont doit être titulaire :

— tout autoproducteur qui utilise les réseaux de transport, de transport local et/ou de distribution en vue d'alimenter en électricité ses autres sièges ou établissements situés en Région wallonne;

— tout client final qui utilise les réseaux de transport, de transport local et/ou de distribution en vue de s'alimenter lui-même en électricité et achète à ce titre de l'électricité auprès d'une bourse ou auprès d'un vendeur qui ne dispose pas d'une licence de fourniture en Région wallonne, à moins que ce client final ait conclu un accord écrit avec un fournisseur, titulaire d'une licence de fourniture en Région wallonne, par lequel celui-ci s'engage à traiter cette électricité comme si elle était intégrée à ses propres fournitures au regard de toutes les obligations qui lui incombent par ou en vertu du décret ou de ses arrêtés d'exécution. »

**Art. 26.** A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 4, les mots "à une puissance plafonnée ou à des clients déterminés" sont insérés entre les mots "le demandeur d'une licence limitée" et les mots "n'est tenu de fournir";

2<sup>o</sup> il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le demandeur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture ne doit pas documenter son expérience professionnelle, sauf demande motivée de la CWaPE. Toutefois, s'il envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée, il transmet à la CWaPE l'attestation de l'existence du contrat conclu avec cette société spécialisée, ainsi que tout document attestant de l'expérience de celle-ci dans le domaine de la fourniture d'électricité. »

**Art. 27.** A l'article 11*bis* du même arrêté, dont le texte formera le § 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à une puissance plafonnée ou à des clients déterminés" sont insérés entre les mots "le demandeur d'une licence limitée" et les mots "n'est pas tenu de fournir";

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est complété comme suit : "S'il envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée, le demandeur transmet à la CWaPE l'attestation de l'existence du contrat conclu avec cette société spécialisée. Les éléments de preuves visés aux articles 9 et 11 doivent alors être rapportés dans le chef de cette société spécialisée."

3<sup>o</sup> un § 2, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 2. Le demandeur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture n'est pas tenu de fournir les éléments de preuve visés aux articles 9, 10 et 11, sauf demande motivée de la CWaPE. Il fournit uniquement les éléments suivants :

1<sup>o</sup> s'il s'agit d'un autoproducteur visant à alimenter d'autres sièges ou établissements : les adresses des sièges ou établissements concernés et tout élément probant établissant le lien juridique entre les sièges ou établissements qui produisent et les sièges ou établissements qui consomment l'électricité en cause, ainsi qu'une copie du contrat qui lie l'autoproducteur avec un responsable d'équilibre;

2<sup>o</sup> s'il s'agit d'un client final qui se fournit auprès d'une bourse ou d'un vendeur qui ne dispose pas d'une licence de fourniture en Région wallonne : les adresses et les statuts de son/ses siège(s) ou l'électricité concernée sera consommée; les coordonnées du vendeur et/ou de la bourse concernée, ainsi qu'une copie du contrat d'accès conclu avec le gestionnaire du réseau de transport;

3<sup>o</sup> s'il envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée : le contrat conclu avec cette société spécialisée, ainsi que tout document attestant de l'expérience de celle-ci dans le domaine de la fourniture d'électricité. »

**Art. 28.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. En cas de décision de retrait de la licence, le titulaire est tenu de transférer sa clientèle à un ou plusieurs autre(s) fournisseur(s) d'électricité titulaire(s) d'une licence et de notifier préalablement à chacun des clients l'identité et l'adresse du nouveau fournisseur dans les trente jours suivant la décision de retrait. Trente jours avant la date du transfert, le nouveau fournisseur notifie aux clients ses conditions de fourniture.

A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur désigné, le délai de préavis imposé au client par le fournisseur désigné pour changer de fournisseur est d'un mois. »

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du 30 mars 2006  
relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

**Art. 29.** Un article 2*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre premier de l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité :

« Art. 2*bis*. Les obligations de service public figurant dans le présent arrêté ne s'appliquent pas aux détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture, à l'exception des articles 11 et 43, § 2. »

**Art. 30.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le littéra g) est remplacé comme suit :

« g) la description précise du ou des produits faisant l'objet du contrat, à savoir la quantité d'électricité vendue ou offerte à la vente composée d'un pourcentage garanti d'électricité produite à partir de sources déterminées d'énergies primaires; lorsque ce pourcentage garanti provient de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération à haut rendement, il est validé exclusivement à partir de labels de garantie d'origine visés par l'arrêté du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération; »;

2<sup>o</sup> il est inséré un littéra g'), rédigé comme suit :

g') les prix unitaires, à la date d'entrée en vigueur du contrat, du ou des produits composant la fourniture et faisant l'objet de la facture, conformément à l'article 7;

**Art. 31.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au 4<sup>o</sup>, les mots ", par produit faisant l'objet du contrat de fourniture," sont insérés entre les mots "le nombre de kWh consommé" et les mots "pendant la période couverte";

2<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup>, les mots "le prix du kW/kWh fourni, hors T.V.A." sont remplacés par les mots "le prix, hors T.V.A., du kW/kWh fourni, par produit faisant l'objet du contrat de fourniture,".

**Art. 32.** A l'article 11, § 2, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots suivants sont insérés en début de phrase : "par produit faisant l'objet du contrat de fourniture,".

**Art. 33.** A l'article 24 du même arrêté, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "(hors compensation des pertes en réseau)" sont remplacés par les mots (en ce compris les pertes en réseau)".

**Art. 34.** Un article 24bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 24bis. Aux fins de permettre à l'autoproducteur possédant une installation d'électricité verte d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW, de bénéficier de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées sur le réseau de distribution et celles injectées sur le réseau, le gestionnaire de réseau de distribution remplace, si nécessaire, le compteur qui, techniquement, ne permet pas cette compensation et développe, le cas échéant, des profils de charges adaptés. Le coût de la modification de comptage, en ce compris le remplacement du compteur, est pris en charge par le gestionnaire de réseau de distribution et incorporé dans les budgets servant de base au calcul des redevances d'utilisation du réseau.

Toutefois, le placement d'un compteur supplémentaire n'incombe pas au gestionnaire de réseau de distribution lorsqu'il est opéré à la demande de l'autoproducteur désirant valoriser sa production d'électricité excédentaire par rapport à sa consommation.

La compensation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas, sur la période considérée, à la quantité d'électricité produite excédant la quantité totale d'électricité consommée par l'autoproducteur sur la même période. Elle n'est valable que pendant la durée de vie technique de l'installation. »

**Art. 35.** Les articles 24ter à 24sexies, rédigés comme suit, sont insérés dans la section 2 du chapitre III du même arrêté :

« Art. 24ter. § 1<sup>er</sup>. Moyennant arrêté du Ministre pris après avis de la CWaPE, le producteur d'électricité verte peut remettre directement au gestionnaire du réseau de transport local tout ou partie des certificats verts qui lui ont été octroyés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelable ou de cogénération.

§ 2. En vue de bénéficier de la garantie d'achat des certificats verts, le producteur d'électricité verte introduit auprès de l'administration un dossier en deux exemplaires et joint à sa demande :

1<sup>o</sup> une copie de tous les documents attestant du coût global des investissements relatifs à l'installation de production;

2<sup>o</sup> si le certificat de garantie d'origine n'a pas encore été octroyé à l'installation, le producteur joint à sa demande, une copie de tous les documents relatifs aux différentes aides perçues pour la réalisation de l'installation, notamment les aides à l'investissement;

3<sup>o</sup> une analyse financière déterminant le coût de production de l'électricité verte;

4<sup>o</sup> une déclaration sur l'honneur attestant que les informations communiquées sont complètes et certifiées sincères et véritables.

Lorsque la demande est introduite alors que l'installation n'est pas encore entrée en service, le demandeur joint à la demande une projection des données relatives aux documents visés aux points 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> ainsi que la planification de l'investissement et la date probable de mise en service de l'installation.

§ 3. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, l'administration prend contact avec le demandeur et sollicite auprès de la CWaPE une copie du certificat de garantie d'origine de l'installation concernée si celui-ci a déjà été octroyé.

Si le dossier est complet, et après avoir offert au demandeur la faculté d'être entendu, l'administration sollicite l'avis de la CWaPE dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande.

Si le dossier est incomplet, l'administration invite le demandeur à transmettre les documents requis. Lorsque le dossier est complet, et après avoir offert au demandeur la faculté d'être entendu le demandeur, l'administration sollicite l'avis de la CWaPE dans les trente jours ouvrables de la réception des documents complémentaires.

Dans son avis, la CWaPE détermine la durée de l'obligation d'achat à charge du gestionnaire du réseau de transport local pour les certificats verts issus de l'installation considérée.

Le Ministre attribue, par arrêté, la garantie d'achat des certificats verts dans les trente jours de la réception de l'avis de la CWaPE. L'arrêté reprend la durée de la garantie d'achat fixée par la CWaPE; il est notifié au demandeur et au gestionnaire du réseau de transport local.

**Art. 24quater.** La durée de l'obligation d'achat des certificats verts est déterminée par la CWaPE, sur base d'une méthodologie publiée par celle-ci, en tenant compte des éléments suivants :

1<sup>o</sup> le montant cumulé du prix d'achat des certificats verts doit permettre de compenser le surcoût de production par rapport au prix du marché pendant la durée d'amortissement de l'installation considérée, en ce compris la rémunération du capital investi au taux de rentabilité de référence visé à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelable ou de cogénération;

2<sup>o</sup> pour déterminer le surcoût de production, la CWaPE tient compte des éventuelles aides à l'investissement versées pour la réalisation de l'installation.

La durée de l'obligation d'achat prend cours le mois suivant la mise en service de l'installation de production d'électricité verte.

Si l'installation n'est pas encore mise en service à la date de la notification de l'arrêté visé à l'article 24ter, la garantie d'achat des certificats verts par le gestionnaire du réseau de transport local ne vaut que si l'installation est mise en service dans les vingt-quatre mois suivant cette date.

**Art. 24quinquies.** Le prix du certificat vert pour lequel le gestionnaire du réseau de transport local se voit imposer une obligation d'achat est fixé à 65 euros.

Art. 24*sexies*. Pendant toute la durée de la garantie d'achat, au moment où le producteur vert transmet les données de comptage en vue de recevoir les certificats verts, il notifie à la CWaPE sa décision de bénéficier de la garantie d'achat pour les certificats verts en question, selon des modalités définies par la CWaPE. La CWaPE vérifie, le cas échéant, en concertation avec l'administration la réalisation des conditions suspensives éventuelles prévues dans l'arrêté ministériel visé à l'article 24*ter*.

A défaut de notification, les certificats verts en question ne pourront bénéficier de la garantie d'achat.

Lorsque la CWaPE octroie les certificats verts pour lesquels le producteur vert a demandé l'application de la garantie d'achat, elle en informe le gestionnaire du réseau de transport local.

Art. 24*septies*. Par dérogation aux articles 24*ter* et 24*quater*, les installations dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 10 kW bénéficient de la garantie d'achat par le GRTL de leurs certificats verts pour une durée de 180 mois. La durée d'obligation d'achat prend cours le mois suivant la mise en service de l'installation de production d'électricité verte.

La CWaPE établit tous les deux ans un rapport sur les surcoûts de production des installations dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 10 kW en vue d'analyser la pertinence de maintenir l'attribution automatique de la garantie visée à l'alinéa premier, pour les nouvelles installations. »

#### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 36. Pour les installations de production d'électricité verte en service au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le facteur "k" applicable est celui qui est publié dans les trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 37. Le Ministre est chargé d'octroyer le bénéfice de la garantie d'achat des certificats verts par le gestionnaire du réseau de transport local dans l'hypothèse visée par l'article 21, alinéa 2, du décret du 4 octobre 2007 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 38. La procédure visée aux articles 24*ter* à 24*sexies* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité est applicable aux producteurs verts bénéficiant d'une convention d'aide à la production telle que visée à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 4 octobre 2007 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, et souhaitant bénéficier de la garantie de rachat pendant une période maximale de soixante mois à dater de l'échéance de leur convention.

Par dérogation à l'article 24*ter* du même arrêté, le producteur n'est pas tenu de joindre à sa demande les documents visés au § 2 de cette disposition.

Art. 39. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'aide à la production octroyée à l'électricité verte et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte est abrogé.

Art. 40. Les articles 21, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, 22, alinéa 2, 24, §§ 3 et 4, et 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2008.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

#### ANNEXE

##### Détermination du coefficient réducteur "q"

Le coefficient réducteur "q" visé à l'article 15*bis* du présent arrêté est déterminé comme suit :

Filières de production	Coefficient réducteur "q"
Hydraulique au fil de l'eau < 1 MW	80
Hydraulique au fil de l'eau > 1 MW	50
Hydraulique barrage à accumulation	50
Eolien	75
Biogaz - CET	50
Biogaz - autres	50
Biocombustible solide	50
Cogénération fossile MaG/MD	100
Cogénération fossile TaG	100
Cogénération fossile TaV	100
Photovoltaïque	100

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant diverses mesures en matière de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 286

[2008/200285]

**20. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 30 § 3 und 34 abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, der Artikel 36bis bis 40 eingefügt oder ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, des Artikels 43 § 2 Absatz 2 19°, und des Artikels 43 § 2 Absatz 2 20°, eingefügt durch das Dekrets vom 4. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002, insbesondere der Artikel 1, 7 und 25, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 bezüglich der Stromversorgungslizenz;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt insbesondere, der Artikel 4, 7, 11 und 24;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des Grünstroms in seiner durch den Erlass vom 25. Januar 2007 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Gutachtens CD-7j16-CWaPE-175 der CWaPE vom 18. Oktober 2007;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 53/2007 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. September 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. September 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. Dezember 2007 in Anwendung des Artikels 84 Absatz § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.818/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des Grünstroms*

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass überträgt teilweise die Richtlinie 2001/77/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2001 zur Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen im Elektrizitätsbinnenmarkt, der Richtlinie 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/92/EG, und der Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft/Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG.

**Art. 2** - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des Grünstroms wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Erlass der Wallonischen Regierung über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms».

**Art. 3** - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° die Punkte 2°, 3°, 5°, 6° und 7° werden gestrichen;

2° in 4° das Wort "erzeugenden" durch den Wortlaut "der CWaPE vorzulegenden" ersetzt;

3° In 8° wird der Wortlaut "gemäß der Richtlinie 2003/54/EG" gestrichen;

4° In 9° wird der erste Satz folgendermaßen ergänzt: ", im Sinne des Artikels 15ter" und wird der Satz "Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt der Minister den Begriff "bedeutsame Abänderung" gestrichen;

5° ein Punkt 11° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

11° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört.

**Art. 4** - In Artikel 3, 2° desselben Erlasses wird der Wortlaut "der Norm NBN-45004" durch den Wortlaut "der Norm NBN EN ISO/EWG 17020" ersetzt.

**Art. 5** - In denselben Erlass wird ein Artikel 6bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6bis - Der Eigenerzeuger, der über eine Anlage zur Erzeugung von Grünstrom mit einer Leistung von höchstens 10 kW schon verfügt bzw. bald verfügen wird und der den Ausgleich zwischen den dem Verteilernetz entnommenen Strommengen und den in das Verteilernetz eingespeisten Mengen in Anspruch nehmen möchte, teilt dies seinem Stromversorger sowie seinem Verteilernetzbetreiber mit.

Der Ausgleich kann nur für Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom gewährt werden, die anerkannt sind und als Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom bei der CWaPE registriert sind.

Nach Beratung mit den Betreibern von Verteilernetzen veröffentlicht die CWaPE spätestens am 1. Januar 2008 auf ihrer Webseite das Verfahren, das auf die Stromerzeuger anwendbar ist, die über eine Solarzellenanlage mit einer Leistung von höchstens 10 kWc verfügen und die sich an das Netz anschließen möchten und das System der grünen Bescheinigungen sowie den Ausgleich zwischen den aus dem Verteilernetz entnommenen Strommengen und den in das Verteilernetz eingespeisten Mengen in Anspruch nehmen möchten.

Der Minister kann gegebenenfalls dieses vereinfachte Verfahren in einen Ministerialerlass übertragen.

Die in Artikel 15quater erwähnte Erzeugungsanlage muss mit einem Entkopplungsschutz versehen sein.»

**Art. 6** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 9 - In Übereinstimmung mit den geltenden Normen und nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt der Minister die für die Messungen der Energiemengen anwendbaren Verfahren und den anwendbaren Zählcode und kann er die Modalitäten und standardisierten Verfahren zur Gewährung der grünen Bescheinigungen und der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses festsetzen.

Der Zählcode enthält die technischen Kriterien, die die hocheffiziente Kraft/Wärme-Erzeugung auf der Grundlage der Richtlinie 2004/8/EG bestimmen.



Die aus diesen Verfahren, diesem Zählcode, diesen standardisierten Modalitäten und Verfahren bestehende Gesamtheit wird "Zähl- und Berechnungscode der grünen Bescheinigungen und der Gütezeichen zur Herkunfts-garantie" genannt.

**Art. 7** - In der Überschrift des 1. Abschnitts desselben Erlasses wird der Wortlaut "Bedingungen und" gestrichen.

**Art. 8** - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° unter 1° wird der Wortlaut ", die gegebenenfalls um die Menge des selbstverbrauchten Stroms verringert wird," gestrichen;

2° unter Punkt 2° wird das Wort "Strommenge" durch das Wort "Nettostrommenge" ersetzt;

3° derselbe Punkt 2 wird folgendermaßen ergänzt: ", dies unbeschadet der im vorliegenden Erlass erwähnten Berechnungsmodalitäten."

**Art. 9** - Artikel 14 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 10** - Die Artikel 15 bis 17 desselben Erlasses werden in einem Abschnitt *1bis* des Kapitels IV, dessen Überschrift wie folgt lautet, zusammengeführt:

«*Abschnitt 1bis* — Bedingungen für die Gewährung  
und die Gültigkeit der grünen Bescheinigungen»

**Art. 11** - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

a) in Absatz 1 des Paragraphen 1 wird das Wort "zehn" durch das Wort "fünfzehn" ersetzt;

b) in § 1 wird folgender Absatz zwischen den zweiten und den dritten Absatz eingefügt:

«Zehn Jahre nach der Gewährung der ersten grünen Bescheinigung wird die Anzahl der für den restlichen Zeitraum gewährten grünen Bescheinigungen durch Anwendung eines "k" Faktors verringert, der von dem Minister auf Vorschlag der CWaPE für jedes erwägte Erzeugungsverfahren für Grünstrom bestimmt wird. Dieser "k" Faktor wird unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien berechnet:

1° die zusätzlichen Betriebskosten des erwägten Erzeugungsverfahrens für Grünstrom in Anbetracht der herkömmlichen Energieerzeugungsmittel;

2° die Aussichten in Sachen Kostenverringerung, die mit der Entwicklung des erwägten Erzeugungsverfahrens verbunden sind;

3° der relevante Rentabilitätsgrad, dessen Berechnungsmodalitäten vom Minister auf Vorschlag der CWaPE bestimmt werden.

Für eine bestimmte Anlage ist der anwendbare "k" Faktor derjenige, der zum Zeitpunkt der Gewährung der Bescheinigung zur Herkunfts-garantie gilt.

Der "k" Faktor wird innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Er wird alle drei Jahre und zum ersten Mal am 1. Januar 2011 angepasst.»;

c) der letzte Absatz des ersten Paragraphen wird aufgehoben;

d) § 2 wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Die grünen Bescheinigungen werden sowohl für den vom Erzeuger verbrauchten Strom als auch für den Grünstrom, der in das Netz eingespeist oder mittels direkter Leitungen übertragen wird, gewährt.»

e) in § 3 wird der Wortlaut "und die Gütezeichen zur Herkunfts-garantie" und der Wortlaut "und der Gütezeichen zur Herkunfts-garantie" gestrichen.

**Art. 12** - In denselben Erlass wird ein Artikel *15bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *15bis* - Für die Anlagen zur Stromerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen und hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung, die vor der Veröffentlichung des Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Betrieb genommen wurden, wird die Anzahl der ab dem 1. Januar 2008 gewährten grünen Bescheinigungen durch Anwendung eines "q" Koeffizienten für jedes erwägte Grünstromerzeugungsverfahren verringert.

Dieser "q" Koeffizient wird unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien berechnet:

1° die technische Lebensdauer des Erzeugungsverfahrens;

2° die Erzeugungskosten des Verfahrens;

3° die Gesamtheit der erzeugten Einnahmen und der Zuschüsse;

4° ein relevanter Aktualisierungssatz;

5° der Marktpreis des Stromes.

Auf jeden Fall kann die Anwendung des "q" Koeffizienten auf die in Absatz 1 erwähnten Anlagen während zehn Jahren ab der Gewährung der ersten grünen Bescheinigung keine Verringerung der pro MWh gewährten grünen Bescheinigungen um mehr als 50% im Verhältnis zu der Anzahl grüner Bescheinigungen, die diesen Anlagen ohne die Anwendung des "q" Koeffizienten gewährt worden wären, zur Folge haben.

Der "q" Koeffizient wird in der Anlage zum vorliegenden Erlass nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt.

Zehn Jahre nach der Gewährung der ersten grünen Bescheinigung wird der in Artikel 15 § 1 erwähnte "k" Faktor auf die in Absatz 1 erwähnten Anlagen angewandt, wenn dessen Anwendung die Gewährung einer kleineren Anzahl grüner Bescheinigung als bei der Anwendung des "q" Koeffizienten zur Folge hat.

**Art. 13** - In denselben Erlass wird ein Artikel *15ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *15ter* - Die Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom, die Gegenstand einer bedeutsamen Abänderung gewesen sind, können grüne Bescheinigungen für einen neuen Zeitraum von fünfzehn Jahren erhalten.

Als bedeutsame Abänderung gilt eine der folgenden Abänderungen:

1° eine Abänderung, die eine Aufbesserung des Satzes der CO<sub>2</sub>-Einsparung um mindestens 20% zur Folge hat;

2° der vollständige Austausch des Stromerzeugungsaggregats, das das Ende seines technischen Lebens erreicht hat, dessen Dauer von der CWaPE berechnet und veröffentlicht wird. Unter "Stromerzeugungsaggregat" versteht man das Gefüge, das einerseits aus dem Motor oder der Turbine und andererseits aus dem Stromgenerator einschließlich der Regelungs- und Steuerungsteile besteht. Elemente wie die Heizkessel, die Gasgeneratoren und die Faulbehälter sind u.a. von diesem Begriff ausgeschlossen;

3° eine Abänderung, die eine Investition in die Anlage für einen Betrag, der mindestens 50% der ersten Investition entspricht, zur Folge hat.

Vor der an der Anlage vorgenommenen Abänderung legt der Erzeuger sein Projekt der CWaPE vor; diese überprüft, ob es eine im Sinne des 2. Absatzes bedeutsame Abänderung nach sich zieht. Die CWaPE befindet innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Einreichen des Antrags.

Die Berechnung der an die abgeänderte Anlage gewährten grünen Bescheinigungen erfolgt gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 § 1.

Die Gewährung der grünen Bescheinigungen darf erst, nachdem eine neue Bescheinigung zur Herkunftsgarantie gewährt worden ist und nachdem zu dieser Gelegenheit festgestellt worden ist, dass das der CWaPE vorgelegte Projekt übereinstimmend durchgeführt worden ist, erfolgen.»

**Art. 14** - In denselben Erlass wird ein Artikel 15<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 15<sup>quater</sup> - Die Gewährung der grünen Bescheinigungen an die mittels Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom erfolgt gemäß den folgenden Modalitäten:

1° für die sich aus den ersten fünf installierten kWc ergebende Stromerzeugung werden sieben grüne Bescheinigungen pro MWh gewährt;

2° für die sich aus den weiteren fünf installierten kWc ergebende Stromerzeugung werden fünf grüne Bescheinigungen pro MWh gewährt;

3° für die sich aus den weiteren zweihundertvierzig installierten kWc ergebende Stromerzeugung werden vier grüne Bescheinigungen pro MWh gewährt, wenn folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

— mindestens 50% des mittels Solarzellen erzeugten Stroms wird vom Erzeuger selbst am Standort der Erzeugungsanlage verbraucht;

— ein Audit der Gebäude oder Anlagen, die durch Solarzellen mit Strom versorgt werden können, ist von einem im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor zugelassenen Planungsbüro durchgeführt worden, und beweist, dass eine Kraft/Wärme-Kopplung-Anlage aus technischen Gründen nicht durchgeführt werden kann, oder dass eine Frist von weniger als fünf Jahren (die auf der Grundlage einer von der CWaPE bestimmten und veröffentlichten Methodologie festgelegt wird) für den Ertrag der Investition nicht garantiert werden kann.

— für die Anlage zur Stromerzeugung mittels Solarzellen ist keine Investitionsbeihilfe, die mehr als 40% der Kosten der Investition deckt, gewährt worden. Die CWaPE ist damit beauftragt, die Einhaltung dieser Bedingung bei jeder Gewährung von grünen Bescheinigungen zu überprüfen.

Wenn die in Absatz 1 3° vorgesehenen Bedingungen nicht kumulativ eingehalten werden, wird für die sich aus den zweihundertvierzig installierten kWc, die auf die installierten, unter den Punkten 1° und 2° erwähnten kWc folgen, ergebende Stromerzeugung, eine grüne Bescheinigung pro MWh gewährt.

4° für die Stromerzeugung, die sich aus der über zweihundertfünfzig kWc installierten Leistung ergibt, wird eine grüne Bescheinigung pro MWh gewährt.

Alle zwei Jahre und jedes Mal, wenn sie es für nützlich hält, erstellt die CWaPE einen Bericht für die Regierung in Bezug auf die Durchdringungsrate dieses Verfahrens zur Erzeugung von Grünstrom, der etwaigen technologischen Fortschritte in Verbindung mit dem Verfahren und des Rückgangs der Investitionskosten. Gegebenenfalls und auf der Grundlage dieses Berichts schlägt der Minister der Regierung vor, die Anzahl der den Anlagen, die noch nicht in Betrieb genommen worden sind, zu gewährenden grünen Bescheinigungen zu verringern. Der Erlass der Regierung, durch den die Verringerung der Anzahl der gewährten grünen Bescheinigungen beschlossen wird, kann nicht weniger als drei Monate nach dessen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.»

**Art. 15** - In denselben Erlass wird ein Artikel 15<sup>quinquies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 15<sup>quinquies</sup> - § 1 - In Anwendung von Artikel 38 § 3 des Dekrets reicht der Grünstromerzeuger, der einen auf 2 begrenzten CO<sub>2</sub>-Einsparungssatz für die Summe der am selben Erzeugungsstandort entwickelten Leistungen mit einer Grenze unter 20 MW beantragt, eine Akte in zwei Ausfertigungen bei der Wallonischen Regierung ein und fügt seinem Antrag Folgendes bei:

— die Unterlagen, in denen das Verfahren zur Erzeugung von Grünstrom beschrieben wird, und besonders diejenigen, durch die der innovative Charakter des Verfahrens und seine Einbindung in eine Perspektive der nachhaltigen Entwicklung bewiesen werden können;

— eine Kopie aller Dokumente, durch die die vollständigen Spezifikationen, die vorgesehenen Mengen und die Herkunft aller Brennstoffe, die zur Versorgung des Erzeugungsstandortes bestimmt sind, bescheinigt werden;

— eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die mitgeteilten Informationen vollständig sind und für wahrhaftig und richtig erklärt werden.

§ 2 - Innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Eingang des Antrags übermittelt die Regierung die Akte der Verwaltung.

Die Verwaltung nimmt Kontakt mit dem Antragsteller innerhalb von zehn Werktagen nach der Übermittlung der Akte durch die Regierung auf.

Wenn die Akte vollständig ist, holt die Verwaltung das Gutachten der CWaPE über den innovativen Charakter des verwendeten Verfahrens ein; diese verfügt über sechzig Werktagen nach dem Eingang der vollständigen Antragsakte, um ihr Gutachten abzugeben.

Ist die Akte nicht vollständig, so fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr die erforderlichen Dokumente zu übermitteln.

Die Regierung fällt ihre Entscheidung innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Eingang des in Absatz 3 erwähnten Gutachtens der CWaPE.»

**Art. 16** - Artikel 16 § 2 desselben Erlasses wird aufgehoben und der Wortlaut "§ 1" gestrichen.

**Art. 17** - In den Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Abschnitt *1ter*, der den Artikel *17bis* mit folgendem Wortlaut enthält, eingefügt:

*Abschnitt 1ter* — Bedingungen für die Gewährung und die Gültigkeit der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

**Art. 17bis** - § 1 - Unbeschadet der Annahmebedingungen der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie im Rahmen der Bestimmung der Primärquellen, die für die zusammenfassenden Bilanzen der Versorger gemäß Artikel 11 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt vorgesehen sind, haben die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie eine Gültigkeitsdauer, die zum Zeitpunkt des Endes des betroffenen Erzeugungszeitraums anfängt und am Ende des ersten darauf folgenden Kalenderjahres endet.

§ 2 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden für den vom Erzeuger verkauften, erzeugten Nettostrom sowie für den selbst verbrauchten oder in das Netz eingespeisten Strom, der nicht Gegenstand eines Verkaufs ist, gewährt.

Die für die Berechnung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie notwendigen Messungen von Energiemengen erfolgen in Übereinstimmung mit dem in Artikel 9 vorgesehenen Zählcode.

§ 3 - Wenn der Strom, der an einem EEQ- und/oder KWK-Stromerzeugungsstandort erzeugt wird, vom Erzeuger selbst verbraucht wird, wird die Anzahl der gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie dem Erzeuger von der CWaPE mitgeteilt und werden die für die selbst verbrauchte Strommenge gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie direkt in der Datenbank zugunsten des Verbrauchs am Erzeugungsstandort abgelöst.»

**Art. 18** - Artikel 23 desselben Erlasses wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 23 - Die CWaPE kann die Verwaltung der Datenbank nur einer Einrichtung, die unabhängig von den Erzeugern, Stromversorgern, Zwischenhändlern und Netzbetreibern ist, übertragen.»

**Art. 19** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in § 1 wird das Wort "übermitteln" durch das Wort "zurückgeben" ersetzt;

2° in § 2 1° wird der Wortlaut "Unbeschadet des 3°" am Anfang des Satzes eingefügt;

3° ein 3° mit folgendem Wortlaut wird demselben § 2 beigefügt:

«3° für den Inhaber einer zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzten Lizenz, auf der Grundlage des verbrauchten Stroms, der über das Übertragungsnetz, das lokale Übertragungsnetz oder ein Verteilernetz geleitet wurde.»

4° In § 3 werden die Absätze 2 und 3 durch folgende Absätze ersetzt:

«Im Laufe des Jahres 2009 analysiert die CWaPE die Lage des Marktes der grünen Bescheinigungen, insbesondere in Bezug auf das Gleichgewicht des Marktes und die Auswirkung des Mechanismus auf den Strompreis, und schätzt die Notwendigkeit ein, die oben bestimmten Quoten ab dem 1. Januar 2010 zu erhöhen. Diese Einschätzung wird dem Minister spätestens am 1. September 2009 übermittelt.

Spätestens am 1. Januar 2010 bestimmt die Regierung die neuen ab dem 1. Januar 2013 anwendbaren Quoten unter Berücksichtigung u.a. der Entwicklung des Marktes der grünen Bescheinigungen in der Wallonischen Region und der von der Europäischen Union festgesetzten Zielsetzungen.»

5° in § 5:

— wird Absatz 1 durch den nachstehenden Absatz ersetzt:

"Wenn ein bzw. mehrere Stromversorger einen Endverbraucher beliefern, der direkt oder über einen Verband eine Vereinbarung mit der Wallonischen Region unterzeichnet hat, die auf eine kurz-, mittel- oder langfristige Verbesserung seiner Energieeffizienz abzielt, unterzeichnet hat, können diese eine Verringerung der Anzahl grüner Bescheinigungen, die gemäß den Bestimmungen der §§ 1 bis 3 der CWaPE zu übermitteln sind, in Anspruch nehmen,;"

— wird Absatz 3 durch den nachstehenden Absatz ersetzt:

«Für jeden Endverbraucher, dessen dreimonatlicher Verbrauch die Schwelle von 1,25 GWh übertrifft, entspricht die Verringerung der Anzahl grüner Bescheinigungen einer Verringerung der Quote gemäß folgenden Formeln:

1° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs zwischen 0 und 5 GWh einschließlich: Anwendung der Quote des Jahres vor dem laufenden Jahr, die um die Hälfte des Zuwachses der in § 3 erwähnten jährlichen Quote erhöht wird;

2° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs zwischen 5 und 25 GWh einschließlich: Anwendung von 50% der in § 3 erwähnten jährlichen Quote;

3° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs, der 25 GWh übertrifft: Anwendung einer jährlichen Quote von 2%.

Ein die in Absatz 1 erwähnte Verringerung in Anspruch nehmender Endverbraucher, der unter die in Absatz 3 erwähnte Zulässigkeitschwelle fällt und dies nur aufgrund der Aufbesserung seiner Energieeffizienz, behält den Anspruch auf die Verringerung der grünen Bescheinigungen, die er vor dieser Aufbesserung in Anspruch nahm.»

**Art. 20** - Artikel 26 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 21** - Artikel 27 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 27 - § 1 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden monatlich und spätestens am 31. März eines jeden Jahres der CWaPE zurückgegeben, um die Überprüfung durch letztere des erneuerbaren Charakters und/oder des Charakters der hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplung des Endverbrauchern in der Wallonischen Region gelieferten Stroms zu ermöglichen und um den in Artikel 43 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30 März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnten Verpflichtungen zu genügen.»

§ 2 - Die CWaPE überprüft den erneuerbaren Charakter und/oder den Charakter der Kraft/Wärme-Kopplung des Endverbrauchern in der Wallonischen Region gelieferten Stroms und genehmigt den vom Stromversorger vorgestellten Trägermix auf der Grundlage der vom Minister bestimmten Methode, dies gemäß Artikel 11 § 3 des in § 1 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung.

§ 3 - Für jedes von ihnen in der Wallonischen Region vermarktete Produkt melden die Stromversorger der CWaPE gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten die Stromanteile, die aus erneuerbaren Energiequellen und/oder aus der Kraft/Wärme-Kopplung stammen.

§ 4 - Jeden Monat übermitteln die Stromversorger jedem Netzbetreiber die Liste ihrer Endverbraucher, die an ihr Netz angeschlossen sind und die sie mit aus erneuerbaren Energiequellen und/oder aus der Kraft/Wärme-Kopplung stammendem Strom versorgen, und geben je Endverbraucher den Anteil solchen Stroms im Verhältnis zu der gesamten Strommenge, die sie ihm liefern, an.

Die Übermittlung der Daten an die Netzbetreiber durch die Stromversorger erfolgt gemäß den Bestimmungen der technischen Vorschrift für die Verwaltung des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs.

§ 5 - Die Netzbetreiber übermitteln monatlich der CWaPE und dem betroffenen Stromversorger die Verbrauchsdaten der Endverbraucher, die je nach dem Anteil des aus erneuerbaren Energiequellen und/oder aus Kraft/Wärme-Kopplung stammenden Stroms an der ganzen Stromversorgung für diese Endverbraucher aufgeteilt sind.

Die Übermittlung der Daten an die Netzbetreiber durch die Stromversorger erfolgt gemäß den Bestimmungen der technischen Vorschrift für die Verwaltung des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs.

§ 6 - Auf der Grundlage der im vorigen § erwähnten Daten prüft die CWaPE monatlich, ob die Stromversorger eine genügende Anzahl von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie zurückgegeben haben, damit der erneuerbare Charakter und der Kraft/Wärme-Kopplung-Charakter des ihren Endverbrauchern gelieferten Stroms gesichert sind.

Die CWaPE veröffentlicht die Ergebnisse dieser Überprüfungen auf ihrer Webseite.

§ 7 - Die CWaPE erstellt einen jährlichen Bericht über die Bewertung des Trägermix eines jeden Stromversorgers in Bezug auf die Gesamtheit ihrer Stromversorger und in Bezug auf jedes vom Stromversorger vermarktete Produkt.»

**Art. 22** - In Artikel 29, Absatz 1 desselben Erlasses wird das Wort "administrativen" zwischen die Wörter "auferlegten" und "Geldstrafen" eingefügt.

**Art. 23** - Artikel 30 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt: «Vor der Auferlegung der administrativen Geldstrafe bereitet die CWaPE einen Beschlussvorschlag vor, in dem alle Elemente zur Berechnung ihres Betrags stehen, und stellt sie dem betroffenen Stromversorger oder Betreiber eines Verteilernetzes per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zu.

Dieser verfügt über fünfzehn Werktage ab dem Eingang der Zustellung, um seine Bemerkungen, die er gegebenenfalls per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zustellt, gelten zu lassen.»

#### KAPITEL II — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die Stromversorgungslizenz*

**Art. 25** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslizenz werden folgende Abänderungen angebracht:

1 Punkt 4° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«4° "begrenzte Lizenz": Oberbegriff zur Bezeichnung einer auf eine begrenzte Leistung beschränkten Lizenz, einer auf bestimmte Kunden beschränkten Lizenz und einer zur Sicherung der eigenen Versorgung beschränkten Lizenz»;

2° ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«7° "zur Sicherung der eigenen Versorgung beschränkte Lizenz": die Lizenz, die im Besitz von folgenden Personen sein muss:

— jeder Eigenerzeuger, der die Übertragungsnetze, die lokalen Übertragungsnetze und/oder die Verteilernetze benutzt, um seine anderen in der Wallonischen Region befindlichen Betriebsstätte oder Betriebe mit Strom zu versorgen;

— jeder Endverbraucher, der die Übertragungsnetze, die lokalen Übertragungsnetze und/oder die Verteilernetze benutzt, um sich selbst mit Strom zu versorgen, und zu diesem Zweck Strom bei einer Strombörse oder bei einem Verkäufer kauft, der über keine Stromversorgungslizenz in der Wallonischen Region verfügt, es sei denn, dieser Endverbraucher hat eine schriftliche Vereinbarung mit einem Stromversorger, der Inhaber einer Stromversorgungslizenz in der Wallonischen Region ist, abgeschlossen, in welcher dieser sich verpflichtet, diesen Strom so zu behandeln, als ob er in seinen eigenen Lieferungen im Hinblick auf alle Verpflichtungen, die ihm wegen oder aufgrund des Dekrets oder seiner Durchführungserlasse zu Lasten fallen, integriert wäre.»

**Art. 26** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1 von § 4 wird der Wortlaut "auf eine beschränkte Leistung oder auf bestimmte Kunden begrenzte" zwischen den Wortlaut "Der Antragsteller für eine" und den Wortlaut "Lizenz hat als Beweis" eingefügt;

2° ein § 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 5 - Derjenige, der eine zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzte Lizenz beantragt, muss seine berufliche Erfahrung nicht belegen, sofern es keine begründete Anforderung der CWaPE gibt. Wenn er jedoch vorhat, die Hilfe einer spezialisierten Firma bei seiner Versorgungstätigkeit in Anspruch zu nehmen, übermittelt er der CWaPE die Bescheinigung für das Bestehen des mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossenen Vertrags sowie jedes Dokument, durch welches deren Erfahrung im Bereich der Stromversorgung bescheinigt wird.»

**Art. 27** - In Artikel 11bis desselben Erlasses, dessen Wortlaut § 1 bilden wird, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "auf eine beschränkte Leistung oder auf bestimmte Kunden begrenzte" zwischen den Wortlaut "Der Antragsteller für eine" und das Wort "Lizenz" eingefügt;

2° Absatz 2 wird folgendermaßen ergänzt: «Wenn er vorhat, die Hilfe einer spezialisierten Firma bei seiner Versorgungstätigkeit in Anspruch zu nehmen, übermittelt der Antragsteller der CWaPE die Bescheinigung für das Bestehen des mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossenen Vertrags. Die in den Artikeln 9 und 11 erwähnten Beweiselemente müssen dann seitens dieser spezialisierten Firma erbracht werden.»

3° ein § 2 mit folgendem Wortlaut wird beigefügt:

«§ 2 - Derjenige, der eine zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzte Lizenz beantragt, muss in den Artikeln 9 10 und 11 erwähnten Beweiselemente nicht erbringen, sofern es keine begründete Anforderung der CWaPE gibt. Er gibt nur folgende Elemente ab:

1° wenn es sich um einen Selbsterzeuger, der andere Betriebsstätte oder Betriebe versorgen möchte, handelt: die Anschriften der betroffenen Betriebsstätte oder Betriebe und jedes beweiskräftige Element, durch welches das juristische Verhältnis zwischen den Strom erzeugenden Betriebsstätten oder Betrieben und den den betroffenen Strom verbrauchenden Betriebsstätten oder Betrieben belegt wird, sowie eine Kopie des Vertrags, der den Selbsterzeuger mit einem für das Gleichgewicht Verantwortlichen verbindet;

2° wenn es sich um einen Endverbraucher handelt, der seinen Strom bei einer Börse kauft, oder bei einem Verkäufer, der über keine Verteilungslizenz in der Wallonischen Region verfügt: die Anschriften und Satzungen seines Sitzes bzw. seiner Sitze, wo der betroffene Strom verbraucht werden wird; die näheren Angaben zum Verkäufer und/oder zur betroffenen Börse sowie eine Kopie des mit dem Betreiber des Übertragungsnetzes abgeschlossenen Vertrags;

3° wenn er vorhat, die Hilfe einer spezialisierten Firma bei seiner Verteilungstätigkeit in Anspruch zu nehmen: der mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossene Vertrag sowie jedes Dokument, durch welches deren Erfahrung im Bereich der Stromversorgung belegt wird.»

**Art. 28** - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 25 - Falls beschlossen wird, die Lizenz zu entziehen, muss der Inhaber seine Kundschaft einem bzw. mehreren anderen Stromversorger(n), der (die) über eine Lizenz verfügen, übertragen und vorher jedem seiner Kunden die Identität und die Anschrift des neuen Stromversorgers binnen dreißig Tagen nach der Entzugsentscheidung mitteilen. Dreißig Tage vor dem Datum der Übertragung teilt der Stromversorger seine Verteilungsbedingungen den Kunden mit.

In Ermangelung eines ordnungsgemäß mit dem bezeichneten Stromversorger unterzeichneten Vertrags beträgt die dem Kunden von dem bezeichneten Stromversorger auferlegte Kündigungsfrist für den Wechsel des Stromversorgers einen Monat.»

### KAPITEL III — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt*

**Art. 29** - Ein Artikel *2bis* mit folgendem Wortlaut wird in das erste Kapitel des Erlasses vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt eingefügt:

«Art. *2bis* - Die im vorliegenden Erlass stehenden Verpflichtungen öffentlichen Dienstes finden keine Anwendung auf die Inhaber einer zur Sicherung der eigenen Versorgung begrenzten Versorgungslizenz, dies mit Ausnahme der Artikel 11 und 43 § 2.»

**Art. 30** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Buchstabe g) wird folgendermaßen ersetzt:

«g) die genaue Beschreibung des Produktes bzw. der Produkte, das bzw. die Gegenstand des Vertrags ist bzw. sind, d.h. die verkaufte oder zum Verkauf angebotene Strommenge, die aus einem garantierten Prozentanteil von ab bestimmten Quellen von Primärenergie erzeugtem Strom besteht; wenn dieser garantierte Prozentanteil aus erneuerbaren Energiequellen oder aus hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplung stammt, wird er nur ab Gütezeichen zur Herkunftsgarantie im Sinne des Erlasses vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms für gültig erklärt;

2° ein Buchstabe g') mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

g') die am Tag des Inkrafttretens des Vertrags geltenden Einheitspreise des Produktes bzw. der Produkte, aus dem bzw. denen die Versorgung besteht und das bzw. die Gegenstand der Rechnung sind, gemäß Artikel 7;».

**Art. 31** - In Artikel 7 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in 4° wird der Wortlaut "pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist," zwischen den Wortlaut "der gedeckten Periode" und den Wortlaut "verbrauchten kWh" eingefügt;

2° in 5° wird der Wortlaut "der Preis des gelieferten kW/kWh, ohne MwSt," durch den Wortlaut "der Preis, ohne MwSt, des gelieferten kW/kWh pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist," ersetzt.

**Art. 32** - In Artikel 11 § 2 1° desselben Erlasses wird der folgende Wortlaut am Anfang des Satzes eingefügt: "pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags,"

**Art. 33** - In Artikel 24 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "(ausschließlich des Ausgleichs der Verluste im Netz)" durch den Wortlaut "(einschließlich der Verluste im Netz)" ersetzt.

**Art. 34** - In denselben Erlass wird ein Artikel *24bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *24bis* - Um es dem Eigenerzeuger, der über eine Anlage zur Erzeugung von Grünstrom mit einer Leistung von höchstens 10 kW verfügt, möglich zu machen, den Ausgleich zwischen den dem Verteilernetz entnommenen Strommengen und den in das Verteilernetz eingespeisten Mengen in Anspruch zu nehmen, wechselt der Betreiber des Verteilernetzes notfalls den Zähler aus, der diesen Ausgleich nicht möglich macht, und entwickelt er gegebenenfalls angepasste Lastprofile. Die Kosten dieser Abänderung des Zählvorgangs, einschließlich des Auswechslens des Zählers, werden von dem Betreiber des Verteilernetzes übernommen und in die Budgets integriert, die als Grundlage für die Berechnung der Gebühren für die Benutzung des Netzes dienen.

Das Installieren eines zusätzlichen Zählers geht jedoch nicht zu Lasten des Betreibers des Verteilernetzes, wenn es auf Antrag des Selbsterzeugers, der seine im Verhältnis zu seinem Verbrauch überschüssige Stromerzeugung verwerten möchte, vorgenommen wird.

Der in Absatz 1 erwähnte Ausgleich gilt im betroffenen Zeitraum nicht für die erzeugte Strommenge, die die gesamte, vom Selbsterzeuger während desselben Zeitraums verbrauchte Strommenge übertrifft. Er gilt nur während der technischen Lebensdauer der Anlage.»

**Art. 35** - In den Abschnitt 2 des Kapitels III desselben Erlasses werden die Artikel *24ter* bis *24sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *24ter* - § 1 - Vorbehaltlich eines nach Begutachtung durch die CWaPE gefassten Erlasses des Ministers kann der Grünstromerzeuger direkt dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Gesamtheit oder einen Teil der grünen Bescheinigungen übergeben, die ihm aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms gewährt worden sind.

§ 2 - Um den garantierten Kauf der grünen Bescheinigungen in Anspruch zu nehmen, reicht der Grünstromerzeuger eine Akte in zwei Ausfertigungen bei der Verwaltung ein und fügt seinem Antrag das Folgende bei:

1° eine Kopie aller Dokumente, durch die die Gesamtkosten für die mit der Erzeugungsanlage verbundenen Investitionen bescheinigt werden;

2° wenn das Gütezeichen zur Herkunftsgarantie der Anlage noch nicht gewährt worden ist, fügt der Erzeuger seinem Antrag eine Kopie aller Dokumente in Bezug auf die verschiedenen, für die Durchführung der Anlage erhaltenen Beihilfen, insbesondere die Investitionsbeihilfen, bei;

3° eine die Erzeugungskosten des Grünstroms bestimmende finanzielle Analyse;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die mitgeteilten Informationen vollständig sind und für wahrhaftig und richtig erklärt werden.

Wenn die Anlage beim Einreichen des Antrags noch nicht in Betrieb genommen worden ist, fügt der Antragsteller dem Antrag eine Schätzung der Daten über die unter den Punkten 1° bis 3° erwähnten Dokumente sowie die Planung der Investition und das wahrscheinliche Datum für die Inbetriebnahme der Anlage bei.

§ 3 - Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags nimmt die Verwaltung Kontakt mit dem Antragsteller auf und bittet die CWaPE um eine Kopie des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie für die betroffene Anlage, wenn es bereits gewährt worden ist.

Wenn die Akte vollständig ist und nachdem dem Antragsteller angeboten worden ist, angehört zu werden, beantragt die Verwaltung die Begutachtung durch die CWaPE innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Eingang des Antrags.

Ist die Akte nicht vollständig, so fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr die erforderlichen Dokumente zu übermitteln. Wenn die Akte vollständig ist und nachdem dem Antragsteller angeboten worden ist, angehört zu werden, beantragt die Verwaltung die Begutachtung durch die CWaPE innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Eingang der zusätzlichen Dokumente.

In ihrem Gutachten bestimmt die CWaPE die Dauer der zu Lasten des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes bestehenden Kaufverpflichtung in Bezug auf die aus der betroffenen Anlage stammenden grünen Bescheinigungen.

Durch einen Erlass gewährt der Minister die Garantie für den Kauf der grünen Bescheinigungen innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Gutachtens der CWaPE. Im Erlass wird die von der CWaPE festgesetzte Dauer der Kaufgarantie angegeben; der Erlass wird dem Antragsteller und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zugestellt.

Art. 24<sup>quater</sup> - Die Dauer der Verpflichtung, die grünen Bescheinigungen zu kaufen, wird von der CWaPE auf der Grundlage einer von dieser veröffentlichten Methodologie bestimmt, wobei folgende Elemente berücksichtigt werden:

1° der kumulierte Betrag des Kaufpreises der grünen Bescheinigungen muss es möglich machen, die Mehrkosten der Erzeugung im Verhältnis zu dem Marktpreis während der Dauer der Amortisierung der betroffenen Anlage auszugleichen, dies einschließlich der Verzinsung des investierten Kapitals auf der Grundlage des in Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms erwähnten relevanten Rentabilitätsgrads;

2° um die Erzeugungsmehrkosten zu bestimmen, berücksichtigt die CWaPE die etwaigen Investitionsbeihilfen, die für die Durchführung der Anlage ausgezahlt worden sind.

Die Dauer der Kaufverpflichtung läuft ab dem Monat, der auf die Inbetriebnahme der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom folgt.

Wenn die Anlage zum Zeitpunkt der Zustellung des in Artikel 24<sup>ter</sup> erwähnten Erlasses noch nicht in Betrieb genommen worden ist, gilt die Garantie für den Kauf der grünen Bescheinigungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes nur dann, wenn die Anlage innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach diesem Tag in Betrieb genommen wird.

Art. 24<sup>quinquies</sup> - Der Preis der grünen Bescheinigung, für die dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes eine Kaufverpflichtung auferlegt wird, ist auf 65 Euro festgesetzt.

Art. 24<sup>sexies</sup> - Während der ganzen Dauer der Kaufgarantie stellt der Grünstromerzeuger der CWaPE zum Zeitpunkt, zu welchem er die Zählraten im Hinblick auf die Gewährung der grünen Bescheinigungen übermittelt, seinen Beschluss zu, die Kaufgarantie für die betroffenen grünen Bescheinigungen in Anspruch zu nehmen, dies gemäß den von der CWaPE bestimmten Modalitäten. Die CWaPE überprüft gegebenenfalls im Einvernehmen mit der Verwaltung die Erfüllung der etwaigen aufhebenden Bedingungen, die im in Artikel 24<sup>ter</sup> erwähnten Ministerialerlass vorgesehen sind.

In Ermangelung der Zustellung werden die grünen Bescheinigungen die Kaufgarantie nicht in Anspruch nehmen können.

Wenn die CWaPE die grünen Bescheinigungen gewährt, für die der Grünstromerzeuger die Anwendung der Kaufgarantie beantragt hat, teilt sie dies dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes mit.

Art. 24<sup>septies</sup> - In Abweichung von den Artikeln 24<sup>ter</sup> und 24<sup>quater</sup> wird den Anlagen, deren zu entwickelnde Nettoleistung höchstens 10 kW beträgt, die Garantie des Kaufes ihrer grünen Bescheinigungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes für eine Dauer von 180 Monaten gewährt. Die Dauer der Kaufverpflichtung läuft ab dem Monat, der auf die Inbetriebnahme der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom folgt.

Alle zwei Jahre erstellt die CWaPE einen Bericht über die Erzeugungsmehrkosten der Anlagen, deren zu entwickelnde Nettoleistung höchstens 10 kW beträgt, um zu prüfen, ob es relevant ist, die automatische Gewährung der im ersten Absatz gewährten Garantie für die neuen Anlage aufrechtzuerhalten.»

#### KAPITEL IV — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 36 - Für die Grünstrom erzeugenden Anlagen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Betrieb sind, ist der anwendbare "k" Faktor derjenige, der innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses veröffentlicht wird.

Art. 37 - Der Minister wird damit beauftragt, den Genuss der Kaufgarantie für die grünen Bescheinigungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes bei Eintritt des in Artikel 21 Absatz 2 des Dekrets vom 4. Oktober 2007 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Falls zu gewähren.

Art. 38 - Das Verfahren, das in den Artikeln 24<sup>ter</sup> bis 24<sup>sexies</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnt wird, ist auf die Grünstromerzeuger anwendbar, die eine Vereinbarung in Sachen Erzeugungsbeihilfe, so wie in Artikel 21 Absatz 1 des Dekrets vom 4. Oktober 2007 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnt, in Anspruch nehmen und die die Rückkaufgarantie während eines maximalen Zeitraums von sechzig Monaten ab der Fälligkeit ihrer Vereinbarung in Anspruch nehmen möchten.

In Abweichung von Artikel 24<sup>ter</sup> desselben Erlasses muss der Erzeuger die in § 2 dieser Bestimmung erwähnten Dokumente seinem Antrag nicht beifügen.

Art. 39 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die für die Erzeugung von Grünstrom gewährte Beihilfe und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms wird aufgehoben.

**Art. 40** - Die Artikel 21, § 1, 4°, 22, Absatz 2, 24, §§ 3 und 4 und 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des Grünstroms treten am 1. Februar 2008 in Kraft.

**Art. 41** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

#### ANLAGE

##### Bestimmung des "q" Reduktionskoeffizienten

Der in Artikel 15bis des vorliegenden Erlasses erwähnte "q" Reduktionskoeffizient wird folgendermaßen bestimmt:

Erzeugungsverfahren	"q" Reduktionskoeffizient
Laufwasserkraftwerk < 1MW	80
Laufwasserkraftwerk > 1MW	50
Staudammkraftwerk	50
Windkraft	75
Biogas - CET (technisches Vergrabunszentrum)	50
Biogas - andere	50
Fester Biobrandstoff	50
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff Gas- bzw. Dieselmotor	100
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff Gasturbine	100
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff Dampfturbine	100
Photovoltaisch	100

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 286

[2008/200285]

#### 20 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering houdende verschillende maatregelen ter bevordering van elektriciteitopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 30, § 3, en 34, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2007, op de artikelen 36bis tot 40, ingevoegd of vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, op artikel 43, § 2, tweede lid, 19°, en op artikel 43, § 2, tweede lid, 20°, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002, inzonderheid op de artikelen 1, 7 en 25, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 betreffende de vergunning voor elektriciteitslevering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 4, 7, 11 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2005;

Gelet op het advies CD-7j16-CWaPE-175 van de CWaPE van 18 oktober 2007;

Gelet op het advies nr. 53/2007 van de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 september 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 september 2007;

Gelet op het advies 43.818/4 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 betreffende de bevordering van groene elektriciteit*

**Artikel 1.** Richtlijn 2001/77/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende de bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen op de interne elektriciteitsmarkt, Richtlijn 2003/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/92/EG en richtlijn 2004/8/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EEG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 betreffende de bevordering van groene elektriciteit heet voortaan :

« Besluit van de Waalse Regering tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling ».

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de punten 2°, 3°, 5°, 6° en 7° worden geschrapt;

2° in punt 4° wordt de woorden "te produceren" vervangen door de woorden "aan de CWaPE over te leggen";

3° in punt 8° worden de woorden "overeenkomstig Richtlijn 2003/54/EG" geschrapt;

4° in punt 9° wordt de eerste zin aangevuld met de woorden ", in de zin van artikel 15ter" en wordt de zin "De Minister definieerde bewoordingen" noemenswaardige wijziging "na advies van de CWaPE" geschrapt;

5° er wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

"11° "Minister" : de Minister bevoegd voor het Energiebeleid".

**Art. 4.** In artikel 3, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "van de norm NBN-EN-45004" vervangen door de woorden "de norm NBN EN ISO/IEC 17020".

**Art. 5.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *6bis*, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. De zelfproducent die beschikt of die op het punt staat te beschikken over een installatie voor de productie van groene elektriciteit met een vermogen van 10 kW of minder en die in aanmerking wenst te komen voor de compensatie tussen de hoeveelheden elektriciteit opgenomen van het distributienet en de hoeveelheden geïnjecteerd op datzelfde net geeft zijn elektriciteitsleverancier en zijn distributienetbeheerder schriftelijk kennis daarvan.

De compensatie mag slechts toegekend worden aan de installaties voor groene elektriciteitsproductie die bij de CWaPE gecertificeerd en geregistreerd zijn als installatie voor groene elektriciteitsproductie.

Na overleg met de distributienetbeheerders maakt de CWaPE uiterlijk 1 januari 2008 op haar site de procedure bekend die toepasselijk is op de elektriciteitsproducenten die beschikken over een installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kWc of minder en die zich op het net wensen aan te sluiten en in aanmerking te komen voor het systeem van de groene certificaten, alsook voor de compensatie tussen de hoeveelheden elektriciteit opgenomen van en geïnjecteerd op het distributienet.

De Minister kan deze vereenvoudigde procedure desgevallend in een ministerieel besluit opnemen.

De productieinstallatie bedoeld in artikel 15<sup>quater</sup> wordt met een ontkoppelingsbescherming uitgerust. »

**Art. 6.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Overeenkomstig de vigerende normen bepaalt de Minister na advies van de CWaPE de procedures en de berekeningscode die van toepassing zijn inzake de metingen van de energiehoeveelheid. Hij kan de modaliteiten en de gestandaardiseerde procedures voor de toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong vastleggen met inachtneming van de bepalingen van dit besluit.

De berekeningscode bevat de technische criteria tot bepaling van de hoogrenderende warmtekrachtkoppeling op grond van Richtlijn 2004/8/EG.

Het geheel bestaande uit deze procedures, berekeningscode, modaliteiten en gestandaardiseerde procedures heet "Code voor de telling en de berekening van de groene certificaten en labels van garantie van oorsprong". »

**Art. 7.** In het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit worden de woorden "Voorwaarden en" geschrapt.

**Art. 8.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "waarvan in voorkomend geval de zelfverbruikte hoeveelheid elektriciteit wordt afgetrokken" geschrapt;

2° in punt 2° wordt het woord "netto" ingevoegd tussen de woorden "geproduceerde" en "hoeveelheid groene elektriciteit";

3° hetzelfde punt 2° wordt aangevuld als volgt : ", onverminderd de berekeningsmodaliteiten vermeld in dit besluit".

**Art. 9.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 10.** De artikelen 15 tot 17 van hetzelfde besluit worden gegroepeerd in een afdeling *1bis* van hoofdstuk IV, waarvan het opschrift als volgt luidt :

« *Afdeling 1bis*. — Voorwaarden van toekenning en geldigheid van de groene certificaten »

**Art. 11.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid van § 1 wordt het woord "tien" vervangen door het woord "vijftien";



b) in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Tien jaar na het verkrijgen van het eerste groene certificaat wordt het aantal groene certificaten dat voor de nog te lopen periode toegekend wordt, verminderd na toepassing van een factor "k" die op voorstel van de CWaPE door de Minister bepaald wordt voor elk in aanmerking genomen groene elektriciteitsproductiekanaal. Die factor "k" wordt berekend op grond van de volgende criteria :

1° de meerkosten i.v.m. de exploitatie van het in aanmerking genomen kanaal van de groene elektriciteitsproductie;

2° de kostenverminderingsoorzichten i.v.m. de ontwikkeling van bedoeld kanaal;

3° het referentie-rendabiliteitspercentage, waarvan de berekeningsmodaliteiten door de Minister bepaald worden na advies van de CWaPE.

Voor een gegeven installatie wordt toepassing gemaakt van de factor "k" die van kracht is op de datum van afgifte van het certificaat van garantie van oorsprong.

De factor "k" wordt binnen drie maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Hij wordt om de drie maanden aangepast, voor het eerst op 1 januari 2011. »;

c) het laatste lid van de eerste paragraaf wordt opgeheven;

d) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De groene certificaten worden toegekend zowel voor de groene elektriciteit die de producent verbruikt als voor de groene elektriciteit die op het net geïnjecteerd dan wel via rechtstreekse lijnen overgedragen wordt. »;

e) in § 3 worden de woorden "en de labels van garantie van oorsprong" tweemaal geschrapt.

**Art. 12.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15bis, luidend als volgt :

« Art. 15bis. Wat betreft de kwaliteitsvolle installaties voor elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling die in bedrijf gesteld worden vóór de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad*, wordt het vanaf 1 januari 2008 toegekend aantal groene certificaten bij toepassing van een coëfficiënt "q" verminderd voor elk in aanmerking genomen kanaal van groene elektriciteitsproductie.

Die factor "q" wordt berekend op grond van de volgende criteria :

1° de technische levensduur van het productiekanaal;

2° de productiekosten van het kanaal;

3° het geheel van de gegenereerde inkomsten en van de subsidies;

4° een referentie-actualiseringsvoet;

5° de marktprijs van de elektriciteit.

Hoe dan ook, gedurende tien jaar na het verkrijgen van het eerste groene certificaat mag de toepassing van de coëfficiënt "q" op de installaties bedoeld in het eerste lid niet aanleiding geven tot een vermindering van meer dan 50 % groene certificaten toegekend per MWu t.o.v. het aantal groene certificaten die aan die installaties toegekend zouden zijn geweest zonder de toepassing van de coëfficiënt "q".

De coëfficiënt "q" wordt in de bijlage bij dit besluit bepaald, na advies van de CWaPE.

Tien jaar na het verkrijgen van het eerste groene certificaat wordt de in artikel 15, § 1, bedoelde factor "k" toegepast op de installaties bedoeld in het eerste lid indien die toepassing aanleiding geeft tot de toekenning van een lager aantal groene certificaten dan bij toepassing van de coëfficiënt "q".

**Art. 13.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15ter, luidend als volgt :

« Art. 15ter. De installaties voor groene elektriciteitsproductie die het voorwerp van een noemenswaardige wijziging zijn geweest kunnen groene certificaten verkrijgen voor een nieuwe periode van vijftien jaar.

Onder noemenswaardige wijziging wordt verstaan :

1° een wijziging waardoor minstens 20 % CO<sub>2</sub> wordt uitgespaard;

2° de volledige vervanging van de stroomgenerator waarvan de technische levensduur, berekend en bekendgemaakt door de CWaPE, afgelopen is. Onder "stroomgenerator" wordt verstaan het geheel bestaande uit, enerzijds, de motor of de turbine en, anderzijds, de stroomopwekker, met inbegrip van de regulerings- en bedieningsorganen. Vdat begrip slaat niet op, o.a., verwarmingsketels, gasgeneratoren en digestoren;

3° een wijziging met als gevolg een investering in de installatie die minstens 50 % van de oorspronkelijke investering bedraagt.

Vooraleer de wijziging aan de installatie wordt aangebracht, onderwerpt de producent zijn project aan de CWaPE, die nagaat of het wel een noemenswaardige wijziging inhoudt in de zin van het tweede lid. De CWaPE spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de aanvraag wordt ingediend.

De groene certificaten die aan de gewijzigde installatie worden toegekend worden berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 15, § 1.

De groene certificaten kunnen pas toegekend worden na het verkrijgen van een nieuw certificaat van garantie van oorsprong en na de vaststelling, bij die gelegenheid, dat het aan de CWaPE overgelegde project behoorlijk is uitgevoerd. »

**Art. 14.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15quater, luidend als volgt :

« Art. 15quater. De groene certificaten worden aan de installaties voor elektriciteitsopwekking via fotovoltaïsche zonnepanelen toegekend als volgt :

1° voor elektriciteitsopwekking uit de installatie van de vijf eerste kWc worden zeven groene certificaten per MWu toegekend;

2° voor elektriciteitsopwekking uit de installatie van de vijf volgende kWc worden vijf groene certificaten per MWu toegekend;

3° voor elektriciteitsopwekking uit de installatie van de tweehonderdveertig volgende kWc worden vier groene certificaten per MWu toegekend indien cumulatief voldaan wordt aan de volgende voorwaarden :

— minstens 50 % van de geproduceerde fotovoltaïsche elektriciteit wordt door de producent zelf verbruikt op de plek van de opwekkingsinstallatie;

— een audit van de gebouwen of de installaties die vatbaar zijn voor bevoorrading met elektriciteit uit fotovoltaïsche zonnepanelen is uitgevoerd door een bureau erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de

bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector, waarbij aangetoond wordt dat een warmtekrachtkoppelingseenheid niet uitvoerbaar is op technisch vlak of niet kan waarborgen dat de terugtijd van de investering minder van vijf jaar bedraagt op basis van een methode opgesteld en bekendgemaakt door de CWaPE.

— de installatie voor de opwekking van fotovoltaïsche elektriciteit is niet in aanmerking gekomen voor een tegemoetkoming in de investering die meer dan 40 % van de investeringskost dekt. De CWaPE moet bij elke toekenning van groene certificaten nagaan of deze voorwaarde vervuld is.

Indien de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, niet cumulatief vervuld zijn, wordt een groen certificaat per MWu toegekend voor elektriciteitsopwekking uit de installatie van de tweehonderdvierentwintig kWc na die bedoeld in 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>;

4<sup>o</sup> er wordt een groen certificaat per MWu toegekend voor elektriciteitsopwekking uit het vermogen geïnstalleerd boven de tweehonderdvijftig kWc.

Om de twee jaar en telkens als ze het nuttig acht stelt de CWaPE ter attentie van de Regering een rapport op m.b.t. het penetratiepercentage van dat kanaal van groene elektriciteitsopwekking, de eventuele technologische vooruitgang i.v.m. dat kanaal en de vermindering van de investeringskosten. In voorkomend geval en op basis van dat rapport stelt de Minister aan de Regering voor dat het aantal groene certificaten toegekend aan de nog niet in bedrijf gestelde installaties vermindert wordt. Het Regeringsbesluit tot vermindering van het aantal toegekende groene certificaten treedt minstens drie maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* in werking. »

**Art. 15.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15*quinquies*, luidend als volgt :

« Art. 15*quinquies*. § 1. Bij toepassing van artikel 38, § 3, van het decreet richt de groene producent die in aanmerking komt voor een CO<sub>2</sub>-besparingspercentage van maximum 2 voor de som van de vermogens ontwikkeld op dezelfde productiesite binnen een grens lager dan 20 MW een dossier in twee exemplaren aan de Waalse Regering en laat zijn aanvraag vergezeld gaan van :

— de documenten waarin het proces van de groene elektriciteitsopwekking, meer bepaald die waaruit blijkt dat het proces een innoverend karakter heeft en het in een duurzame ontwikkelingsperspectief past;

— een afschrift van alle documenten ter bevestiging van de uitvoerige specificaties, de voorziene hoeveelheden en de herkomst van alle brandstoffen bestemd voor de bevoorrading van de productiesite;

— een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de meegedeelde gegevens volledig en voor waar en oprecht verklaard zijn.

§ 2. De Regering maakt het dossier aan de administratie over binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag.

De Administratie neemt contact op met de aanvrager binnen tien kalenderdagen na de overmaking van het dossier door de Regering.

Als het dossier volledig is, verzoekt de administratie de CWaPE om advies over het innoverende karakter van het toegepaste proces; de Administratie beschikt over zestig kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag om advies uit te brengen.

Als het dossier onvolledig is, verzoekt de administratie de aanvrager erom de vereiste stukken over te maken.

De Regering beslist binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het advies van de CWaPE bedoeld in het derde lid. »

**Art. 16.** Artikel 16, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven en "§ 1" wordt geschrapt.

**Art. 17.** Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 1*ter*, die artikel 17*bis* inhoudt, luidend als volgt :

« *Afdeling 1ter*. — Voorwaarden van toekenning en geldigheid van de labels van garantie van oorsprong

**Art. 17*bis*.** § 1. Onverminderd de voorwaarden voor het aannemen van deze labels van garantie van oorsprong in het kader van de bepaling van de primaire bronnen voorzien voor de samenvattende balansen van de leveranciers overeenkomstig artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, hebben de labels van garantie van oorsprong een geldigheidsduur die ingaat op de einddatum van bedoelde productieperiode en afloopt aan het einde van het eerstvolgende kalenderjaar.

§ 2. De labels van garantie van oorsprong worden toegekend zowel voor de elektriciteit die door de producent verkocht wordt als voor de elektriciteit die op het net zelfverbruikt of geïnjecteerd wordt en niet verkocht wordt.

De energiehoeveelheden die nodig zijn voor de berekening van de labels van garantie van oorsprong worden gemeten overeenkomstig de berekeningscode bedoeld in artikel 9.

§ 3. Als de elektriciteit die geproduceerd wordt door een elektriciteitsproductiesite SER en/of COGEN zelf verbruikt wordt, wordt het aantal toegekende labels van garantie van oorsprong door de CWaPE aan de producent meegedeeld en worden de labels van garantie van oorsprong die toegekend worden voor de hoeveelheid zelfverbruikte elektriciteit rechtstreeks in de gegevensbank geredimeerd ten gunste van het verbruik op de productiesite. »

**Art. 18.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. De CWaPE mag het beheer van de gegevensbank slechts overdragen aan een instelling die onafhankelijk is van de producenten, leveranciers, tussenpersonen en netbeheerders.

**Art. 19.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1 wordt de zin "bezorgen de leveranciers en de netbeheerders de CWaPE een aantal groene certificaten" vervangen door de zin "geven de leveranciers en de netbeheerders een aantal groene certificaten terug aan de CWaPE »;

2<sup>o</sup> in § 2, 1<sup>o</sup>, worden de woorden "onverminderd 3<sup>o</sup>" aan het einde van de zin toegevoegd;

3<sup>o</sup> dezelfde paragraaf 2<sup>o</sup> wordt aangevuld met een punt 3<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 3<sup>o</sup> voor de houder van een beperkte vergunning met het oog op zijn eigen bevoorrading, op basis van de verbruikte elektriciteit die langs het vervoersnet, het plaatselijke vervoersnet of een distributienet heeft getransiteerd. »;

4<sup>o</sup> het tweede en het derde lid van § 3 worden vervangen als volgt :

« In de loop van 2009 doet de CWaPE onderzoek naar de toestand van de markt van de groene certificaten, o.a. wat betreft het marktevenwicht en de weerslag van het mechanisme op de prijs van de elektriciteit en evalueert ze de noodzaak tot verhoging van bovenbedoelde quota vanaf 1 januari 2010. Deze evaluatie wordt uiterlijk 1 september 2009 aan de Minister overgemaakt.

De nieuwe quota, die vanaf 1 januari 2013 toepasselijk zullen zijn, worden uiterlijk 1 januari 2010 door de Regering vastgelegd, rekening houdend met, o.a., de ontwikkeling van de markt van de groene certificaten in het Waalse Gewest en met de doelstellingen waarin de Europese Unie voorziet. »;

5° in § 5 :

— wordt het eerste lid vervangen door volgend lid :

« Als één of meer leveranciers een eindafnemer bevoorraadt/bevoorraden die rechtstreeks of via een federatie een overeenkomst met het Waalse Gewest gesloten heeft om zijn energetische efficiëntie op korte en middellange termijn te verbeteren, kan hij/kunnen zij in aanmerking komen voor een vermindering van het aantal groene certificaten dat overeenkomstig de bepalingen van de §§ 1 tot 3 aan de CWaPE teruggegeven moeten worden;

— wordt het derde lid vervangen door volgend lid :

“Voor elke eindafnemer waarvan het driemaandelijke verbruik de drempel van 1,25 GWu overschrijdt, stemt de vermindering van het aantal groene certificaten overeen met een quotavermindering, namelijk :

1° voor het gedeelte van het driemaandelijke elektriciteitsverbruik van 0 tot en met 5 GWu, toepassing van het quotum van het jaar dat voorafgaat aan het lopende jaar, verhoogd met de helft van de groei van het jaarlijkse quotum bedoeld in § 3;

2° voor het gedeelte van het driemaandelijke elektriciteitsverbruik van 5 tot en met 25 GWu, toepassing van 50 % van het jaarlijkse quotum bedoeld in § 3;

3° voor het gedeelte van het driemaandelijke elektriciteitsverbruik boven 25 GWu, toepassing van een jaarlijks quotum van 2 %.

Een eindafnemer die in aanmerking komt voor de vermindering bedoeld in het eerste lid en die de in het derde lid bedoelde drempel voor het in aanmerking komen niet meer overschrijdt alleen ingevolge de verbetering van zijn energetische efficiëntie, behoudt het voordeel van de groene certificatenvermindering die hij vóór die verbetering genoot. »

**Art. 20.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. § 1. De labels van garantie van oorsprong worden maandelijks en uiterlijk 31 maart van elk jaar aan de CWaPE teruggegeven zodat ze kan nagaan of de elektriciteit die aan eindafnemers in het Waalse Gewest geleverd wordt hernieuwbaar is of opgewekt werd uit hoog renderende warmtekraftkoppeling, alsook om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 43, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt. »

§ 2. De CWaPE gaat na of de elektriciteit die aan eindafnemers in het Waalse Gewest verkocht wordt hernieuwbaar is en/of opgewekt werd uit warmtekraftkoppeling en keurt de fuel mix goed die door de leverancier voorgedragen wordt op basis van de methode bepaald door de Minister, overeenkomstig artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 bedoeld in § 1.

§ 3. Voor elk product dat ze op de markt brengen in het Waalse Gewest, geven de elektriciteitsleveranciers de aandelen elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energieën en/of warmtekraftkoppeling aan bij de CWaPE volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

§ 4. De elektriciteitsleveranciers bezorgen elke netbeheerder maandelijks de lijst van hun eindafnemers die op hun net aangesloten zijn waarbij per eindafnemer de hoeveelheid van die elektriciteit wordt vermeld in verhouding tot de totale hoeveelheid elektriciteit die ze hem leveren.

De gegevens worden door de leveranciers aan de netbeheerders overgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten betreffende informatie-uitwisseling :

§ 5. De netbeheerders geven de CWaPE en de betrokken leverancier maandelijks kennis van de verbruiksgegevens van de eindafnemers; die gegevens worden verdeeld volgens het aandeel elektriciteit uit hernieuwbare energieën en/of warmtekraftkoppeling in de totale elektriciteitslevering aan die eindafnemers.

De gegevens worden door de leveranciers aan de netbeheerders overgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten betreffende informatie-uitwisseling :

§ 6. Op basis van de gegevens bedoeld in de vorige paragraaf gaat de CWaPE maandelijks na of de leveranciers een voldoende aantal labels van garantie van oorsprong teruggegeven hebben zodat hun eindafnemers de garantie hebben dat de geleverde elektriciteit hernieuwbaar is en/of uit warmtekraftkoppeling is opgewekt.

De CWaPE maakt de resultaten van deze verificaties op haar internetsite bekend.

§ 7. De CWaPE maakt een jaarlijks evaluatieverslag op m.b.t. de fuel mix van elke leverancier voor het geheel van zijn elektriciteitsleveringen en voor elk product dat door de leverancier op de markt gebracht wordt. »

**Art. 22.** In artikel 29, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord “administratieve” vóór het woord “boetes” ingevoegd.

**Art. 23.** Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : « Vooraleer de administratieve boete wordt toegepast, stelt de CWaPE een voorstel van beslissing op met alle gegevens voor de berekening van het boetebedrag en stuurt ze het bij aangetekend schrijven of volgens elke modaliteit die de verzending een vaste datum verleent naar de betrokken leverancier of distributienetbeheerder.

Laatstgenoemde beschikt over vijftien kalenderdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de kennisgeving, om zijn opmerkingen te laten gelden; hij kan ze desgevallend bij aangetekend schrijven indienen of volgens elke modaliteit die de verzending een vaste datum verleent. »

## HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit*

**Art. 25.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° “beperkte vergunning” : soortnaam die verwijst naar een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen, een vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers en een beperkte vergunning om in eigen verbruik te voorzien, »;

2° er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

« 7° “beperkte vergunning om in eigen verbruik te voorzien” : de vergunning waarover de volgende personen moeten beschikken :

— elke zelfproducent die gebruik maakt van het vervoersnet, het plaatselijke vervoersnet en/of distributienet om zijn andere in het Waalse Gewest gelegen zetels of bedrijven van elektriciteit te voorzien;

— elke eindafnemer die gebruik maakt van het vervoersnet, het plaatselijke vervoersnet en/of het distributienet om zichzelf van elektriciteit te voorzien en daartoe elektriciteit koopt bij een beurs of bij een verkoper die niet beschikt over een vergunning tot levering in het Waalse Gewest, tenzij die eindafnemer een geschreven overeenkomst heeft gesloten met een leverancier die houder is van een vergunning tot levering in het Waalse Gewest, waarbij laatstgenoemde zich ertoe verbindt die elektriciteit te behandelen alsof ze in zijn eigen leveringen opgenomen was t.o.v. van de verplichtingen die hem zijn opgelegd bij of krachtens het decreet of de desbetreffende uitvoeringsbesluiten. »

**Art. 26.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van § 4 worden de woorden "de aanvrager van een beperkte vergunning" vervangen door de woorden "de aanvrager van een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen of tot welbepaalde afnemers";

2° er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De aanvrager van een beperkte vergunning met het oog op zijn eigen bevoorrading hoeft zijn beroepservaring niet te bewijzen, behalve gemotiveerd verzoek van de CWaPE. Indien hij van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit, bezorgt hij de CWaPE het attest van het bestaan van de overeenkomst die met die gespecialiseerde vennootschap is gesloten, alsook elk stuk ter bevestiging van haar ervaring inzake elektriciteitslevering. »

**Art. 27.** In artikel 11*bis* van hetzelfde besluit, waarvan de tekst § 1 zal uitmaken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de aanvrager van een beperkte vergunning" vervangen door de woorden "de aanvrager van een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen of tot welbepaalde afnemers";

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt : « Indien hij van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit, bezorgt hij de CWaPE het attest van het bestaan van de overeenkomst die met die gespecialiseerde vennootschap is gesloten. De bewijsstukken bedoeld in de artikelen 9 en 11 moeten dan door die gespecialiseerde vennootschap overgelegd worden. »

3° er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De aanvrager van een beperkte vergunning met het oog op zijn eigen bevoorrading is niet gehouden tot de overlegging van de bewijsstukken bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11, behalve gemotiveerd verzoek van de CWaPE. Hij verstrekt slechts de volgende gegevens :

1° als het gaat om een zelfproducent die de bevoorrading van andere zetels of bedrijven beoogt : het adres van de betrokken zetels of bedrijven en elk bewijsstuk ter bevestiging van de juridische band tussen de zetels of bedrijven die bedoelde elektriciteit produceren en degene die ze verbruiken, alsook een afschrift van de overeenkomst gesloten tussen de zelfproducent en een evenwichtsverantwoordelijke;

2° als het gaat om een eindafnemer die zich bevoorraadt bij een beurs of bij een verkoper die niet beschikt over een vergunning tot levering in het Waalse Gewest : het adres en de statuten van zijn/hun zetel(s) waar bedoelde elektriciteit verbruikt zal worden; de personalia van de betrokken verkoper en/of beurs, alsook een afschrift van de toegangsovereenkomst gesloten met de vervoersnetbeheerder;

3° indien hij van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit : de overeenkomst gesloten met die met die gespecialiseerde vennootschap, alsook elk stuk ter bevestiging van haar ervaring inzake elektriciteitslevering. »

**Art. 28.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. Indien beslist wordt de vergunning in te trekken, moet de houder zijn afnemers overdragen aan één of meer andere elektriciteitsleveranciers die over een vergunning beschikken en vooraf elke afnemer binnen dertig dagen na de beslissing tot intrekking kennis geven van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier. Dertig dagen vóór de overdrachtdatum geeft de nieuwe leverancier de afnemers kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan overeenkomst behoorlijk gesloten met de aangewezen leverancier krijgt de afnemer één maand vooropzegging van de aangewezen leverancier om van leverancier te veranderen. »

### HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt*

**Art. 29.** Hoofdstuk I van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt wordt aangevuld met een artikel 2*bis*, luidend als volgt :

« Art. 2*bis*. De openbare dienstverplichtingen opgenomen in dit besluit zijn niet van toepassing op de houders van een beperkte vergunning met het oog op eigen bevoorrading, met uitzondering van de artikelen 11 en 43, § 2. »

**Art. 30.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° punt g) wordt vervangen als volgt :

« g) de nauwkeurige omschrijving van het product of de producten waarop de overeenkomst betrekking heeft, namelijk de hoeveelheid verkochte of te koop gestelde elektriciteit bestaande uit een gegarandeerd percentage elektriciteit opgewekt uit bepaalde primaire energiebronnen; als dat gegarandeerde percentage voortkomt uit hernieuwbare energiebronnen of uit hoog renderende warmtekraftkoppeling, wordt het uitsluitend gevalideerd d.m.v. labels van garantie van oorsprong bedoeld in het besluit van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekraftkoppeling;

g) er wordt een punt g') ingevoegd, luidend als volgt :

g') de eenheidsprijzen, op de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, van het product of de producten waarop die de levering betrekking heeft en die het voorwerp van de factuur uitmaken, overeenkomstig artikel 7; ».

**Art. 31.** In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 4° worden de woorden "het aantal kWu verbruikt gedurende bedoelde periode" vervangen door de woorden "het aantal kWu dat gedurende bedoelde periode wordt verbruikt per product dat het voorwerp van de leveringsovereenkomst uitmaakt";

2° in punt 5° worden de woorden "de prijs per geleverde kW/kWu, excl. BTW," vervangen door de woorden "de prijs, excl. BTW, van de geleverde kW/kWu per product dat het voorwerp van de leveringsovereenkomst uitmaakt,".

**Art. 32.** Artikel 11, § 2, 1°, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : de woorden "de verbruiken" worden voorafgegaan door de woorden "per product dat het voorwerp van de leveringsovereenkomst uitmaakt,".

**Art. 33.** In artikel 24, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "(behalve compensatie van verliezen op het net)" vervangen door de woorden "(netverliezen inbegrepen)".

**Art. 34.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *24bis*, luidend als volgt :

« Art. *24bis*. Opdat de zelfproducent die beschikt over een installatie voor groene elektriciteitsproductie met een vermogen van 10 kW of minder in aanmerking kan komen voor de compensatie tussen de hoeveelheden elektriciteit opgenomen van het distributienet en de hoeveelheden geïnjecteerd op datzelfde net, vervangt de distributienetbeheerder zo nodig de teller die deze compensatie niet mogelijk maakt op technisch vlak en ontwikkelt hij desgevallend aangepaste lastenprofielen. De kost van de telwijziging, m.i.v. de vervanging van de teller, wordt gedragen door de distributienetbeheerder en opgenomen in de begrotingen op grond waarvan de heffingen voor het gebruik van het net worden berekend.

De plaatsing van een bijkomende teller wordt echter niet door de distributienetbeheerder uitgevoerd als ze aangevraagd wordt door de zelfproducent die zijn t.o.v. zijn verbruik overtollige elektriciteitsproductie wenst te valoriseren.

De compensatie bedoeld in het eerste lid is voor de in aanmerking genomen periode niet van toepassing op de hoeveelheid geproduceerde elektriciteit boven de totale hoeveelheid elektriciteit verbruikt door de zelfproducent over dezelfde periode. Ze geldt slechts tijdens de technische levensduur van de installatie. »

**Art. 35.** Afdeling 2 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de artikelen *24ter* tot *24sexies*, luidend als volgt :

« Art. *24ter*. § 1. Krachtens besluit van de Minister genomen na advies van de CWaPE, kan de producent van groene elektriciteit een deel of het geheel van de groene certificaten die hem zijn toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling rechtstreeks aan de beheerder van het plaatselijke vervoersnet overmaken.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de garantie van aankoop van groene certificaten, richt de producent van groene elektriciteit een dossier in twee exemplaren aan de Administratie en laat hij zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° een afschrift van alle stukken ter bevestiging van de globale kostprijs van de investeringen betreffende de productie-installatie;

2° als het certificaat van garantie van oorsprong nog niet is toegekend aan de installatie, laat de producent zijn aanvraag vergezeld gaan van een afschrift van alle stukken betreffende de verschillende tegemoetkomingen ontvangen voor de verwezenlijking van de installatie, o.a. investeringssteun;

3° een financiële analyse tot bepaling van de productiekost van de groene elektriciteit;

4° een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de meegedeelde gegevens volledig en voor waar en oprecht verklaard zijn.

Als de aanvraag ingediend wordt terwijl de installatie nog niet in bedrijf gesteld is, laat de aanvrager zijn aanvraag vergezeld gaan van een projectie van de gegevens betreffende de stukken bedoeld onder 1° tot 3°, alsook van de planning van de investering en de vermoedelijke datum van inbedrijfstelling van de installatie.

§ 3. Binnen tien kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag neemt de administratie contact met de aanvrager op en verzoekt ze bij de CWaPE om een afschrift van het certificaat van garantie van oorsprong van bedoelde installatie indien het al is toegekend.

Als het dossier volledig is, verzoekt de administratie, nadat ze de aanvrager de mogelijkheid heeft gegeven om gehoord te worden, de CWaPE om adviesverlening binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier onvolledig is, verzoekt de administratie de aanvrager erom de vereiste stukken over te maken. Als het dossier volledig is, verzoekt de administratie, nadat ze de aanvrager de mogelijkheid heeft gegeven om gehoord te worden, de CWaPE om adviesverlening binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de bijkomende stukken.

In haar advies bepaalt de CWaPE de duur van de aankoopverplichting ten laste van de beheerder van het plaatselijke vervoersnet voor de groene certificaten die voortkomen uit bedoelde installatie.

De Minister verleent bij besluit binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de CWaPE de garantie van aankoop van de groene certificaten. Het besluit vermeldt de duur van de garantie van aankoop die door de CWaPE is vastgelegd; het wordt betekend aan de aanvrager en aan de beheerder van het plaatselijke vervoersnet.

**Art. *24quater*.** De duur van de verplichting tot aankoop van groene certificaten wordt door de CWaPE bepaald aan de hand van een door haar bekendgemaakte methode, rekening houdend met de volgende elementen :

1° het gecumuleerde bedrag van de aankooprijzen van de groene certificaten moet dienen voor de compensatie van de meerkosten van de productie t.o.v. de marktprijs tijdens de duur van de afschrijving van bedoelde installatie, met inbegrip van de bezoldiging van het kapitaal geïnvesteerd tegen de referentie-rentabiliteitsvoet bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

2° om de productiemeerkosten te bepalen houdt de CWaPE rekening met de eventuele investeringssteun die gestort wordt voor de verwezenlijking van de installatie.

De duur van de aankoopverplichting gaat in de maand na de inbedrijfstelling van de installatie voor groene elektriciteitsproductie.

Als de installatie nog niet in bedrijf gesteld is op de datum van kennisgeving van het besluit bedoeld in artikel *24ter*, geldt de garantie van aankoop van de groene certificaten door de beheerder van het plaatselijke vervoersnet pas als de installatie binnen vierentwintig maanden na die datum in bedrijf gesteld wordt.

**Art. *24quinquies*.** De prijs van het groene certificaat waarvoor de beheerder van het plaatselijke vervoersnet een aankoopverplichting opgelegd krijgt wordt op 65 euro vastgelegd.

**Art. *24sexies*.** Tijdens de hele duur van de aankoopgarantie geeft de groene producent, wanneer hij de telgegevens overmaakt om groene certificaten te ontvangen, de CWaPE kennis van zijn beslissing om in aanmerking te komen voor de aankoopgarantie voor bedoelde groene certificaten, met inachtneming van de modaliteiten vastgelegd door de CWaPE. In voorkomend geval gaat de CWaPE in overleg met de administratie na of voldaan wordt aan de eventuele opschortende voorwaarden die vastliggen in het ministerieel besluit bedoeld in artikel *24ter*.

Bij gebrek aan kennisgeving kunnen de groene certificaten niet in aanmerking komen voor de aankoopgarantie.

Als de CWaPE de groene certificaten toekent waarvoor de groene producent de toepassing van de aankoopgarantie heeft aangevraagd, brengt ze de beheerder van het plaatselijke vervoersnet daarvan op de hoogte.

Art. 24<sup>septies</sup>. In afwijking van de artikelen 24<sup>ter</sup> en 24<sup>quater</sup> komen de installaties met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder voor de duur van 180 maanden in aanmerking voor de garantie van aankoop van hun groene certificaten door de beheerder van het plaatselijke vervoersnet. De duur van de aankoopverplichting gaat in de maand na de inbedrijfstelling van de installatie voor groene elektriciteitsproductie.

De CWaPE stelt om de twee jaar een rapport op over de meerkosten van de productie van de installaties met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder om na te gaan of de handhaving van de automatische toekenning van de garantie bedoeld in het eerste lid relevant is voor nieuwe installaties. »

#### HOOFDSTUK IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 36. De factor "k" die toepasselijk is op de installaties voor groene elektriciteitsproductie op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is de factor die bekendgemaakt wordt binnen drie maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 37. De Minister wordt belast met de toekenning van het voordeel van de garantie van aankoop van de groene certificaten door de beheerder van het plaatselijke vervoersnet in het geval bedoeld in artikel 21, tweede lid, van het decreet van 4 oktober 2007 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 38. De procedure bedoeld in de artikelen 24<sup>ter</sup> tot 24<sup>sexies</sup> van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt is toepasselijk op de groene producenten die in aanmerking komen voor een productiesteuovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 21, eerste lid, van het decreet van 4 oktober 2007 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, en die voor de afkoopgarantie wensen in aanmerking te komen gedurende een periode van maximum zestig maanden, te rekenen van de vervaldatum van hun overeenkomst.

In afwijking van artikel 24<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit is de producent niet verplicht zijn aanvraag vergezeld te laten gaan van de stukken bedoeld in § 2 van deze bepaling.

Art. 39. Het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende de productiesteun verleend voor milieuvriendelijke elektriciteit en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit wordt opgeheven.

Art. 40. De artikelen 21, § 1, 4<sup>o</sup>, 22, tweede lid, 24, §§ 3 en 4, en 28 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit reden in werking op 1 februari 2008.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

#### BIJLAGE

##### Bepaling van de verminderingcoëfficiënt "q"

De verminderingcoëfficiënt "q" bedoeld in artikel 15<sup>bis</sup> van dit besluit wordt bepaald als volgt :

Productiekanalen	Verminderingscoëfficiënt "q"
Hydraulisch met de waterstroom < 1 MW	80
Hydraulisch met de waterstroom < 1 MW	50
Hydraulisch accumulatie dam	50
Eolisch	75
Biogas - CET	50
Biogas - overige	50
Vaste brandstof	50
Fossiele warmtekrachtkoppeling MaG/MD	100
Fossiele warmtekrachtkoppeling TaG	100
Fossiele warmtekrachtkoppeling TaG	100
Fotovoltaïsch	100

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende verschillende maatregelen ter bevordering van elektriciteitopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.  
Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE